

LA PRESSE



LA DIPLOMATIE DU PÉTROLE

Les sables bitumineux pèsent lourd dans la politique étrangère de Harper. Notamment en Chine.

PAGES A2 ET A3

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE, PHOTOMONTAGE LA PRESSE



L'HORREUR

Au moins 11 personnes ont péri hier dans le sud de l'Ontario dans un accident de la route impliquant une fourgonnette et un camion à plateforme. PAGE A5

PHOTO LA PRESSE CANADIENNE

SONDAGE
AMOURS ET FINANCES
**LES QUÉBÉCOIS
FONT CHAMBRE
À PART**
AFFAIRES



PHOTOMONTAGE PASCAL ROUX, LA PRESSE

PIERRE FOGLIA
L'HONNEUR
DE LA DPJ
PAGE A8

AGNÈS GRUDA
SYRIE:
L'ESCALADE
PAGE A17

**VINGT
MILLE
LIEUES
SOUS LES
GLACES**
Des scientifiques
atteignent un lac
préhistorique
en Antarctique.
PAGE A9



Des travailleurs sont descendus dans la rue, hier, à Montréal.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

CPE AFFILIÉS À LA CSN
LA PRESSION MONTE
Les travailleurs de 119 centres de la petite enfance du Québec ont fait la grève, hier. Un premier pas vers une grève générale, avertit la CSN. PAGE A8

DÉCOUVREZ NOS OFFRES SENSATIONNELLES !



LE RENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FUTÉS

EXCLUSIVITÉ
LA PRESSE
CA

PAGE A20

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE

L'âge de la retraite sera repoussé à 67 ans. Ça devrait donner le temps à Gomez de compter un but.

Venez voir mon blogue ! www.lapresse.ca/laporte



L-V 6 21924 98765 1

HYUNDAI | nouvelles idées, nouvelles possibilités.

CE N'EST PAS LE TEMPS D'HIBERNER

GENESIS 3.8L 2012

LOUEZ À PARTIR DE **399 \$** POUR 48 MOIS*
6 590 \$ COMPTANT

FRAIS, LIVRAISON ET DE DESTINATION INCLUS

L'OFFRE COMPREND UN RABAIS DU FABRICANT DE 1 500 \$ POUR LES CLIENTS ACTUELLEMENT PROPRIÉTAIRES D'UN VÉHICULE**.

MEILLEURE VALEUR DE REVENTE PROJÉTÉE DE SA CATÉGORIE

GENESIS

Voici la Genesis 2012 redessinée. Notre engagement constant envers la qualité à propulser ce modèle au sommet de la catégorie des voitures de grande taille du « Black Book » canadien pour ce qui est de la valeur de revente projetée. Pour célébrer ce jalon, nous avons décidé d'offrir la Genesis en location à 399 \$ par mois.

Canadian Black Book

GARANTIE 5 ANS 100 000 KM	5 ANS/100 000 KM - Garantie globale limitée 5 ANS/100 000 KM - Groupe motopropulseur 5 ANS/100 000 KM - Garantie sur les émissions
-------------------------------------	--

TAPIS PROTÉCTEURS ET PLEIN DE CARBURANT INCLUS POUR TOUTES LES VÉHICULES HYUNDAI.

LE MODÈLE GENESIS 5.01L R-SPEC À INJECTION DIRECTE COMPREND :

- Le moteur V8 Tau génère une puissance de 429 chevaux*.
- Système de navigation avec écran de 8 pouces et caméra de recul.
- Système ambisonique Logic 7 Lexicom® avec 17 haut-parleurs.

BROSSARD HYUNDAI

8750, boul. Taschereau, Brossard
1 866 359 8325
www.brossardhyundai.com

MC Les noms, logos, noms de produits, noms des caractéristiques, images et slogans Hyundai sont des marques de commerce appartenant à Hyundai Auto Canada Corp. * Offres de location sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur les modèles neufs Genesis 2012 Genesis 3.8L, à un taux annuel de 0 %. Mensualité de 399 \$ pour 48 mois sans obligation au terme du contrat de location. Kilométrage annuel de 20 000 km, 25 ¢ par km additionnel. Comptant initial de 6 590 \$ et première mensualité exigible. L'offre de location comprend les frais de livraison et de destination de 1 700 \$, des frais de 115 \$ base de 15 \$ sur les pneus et base de 100 \$ sur le climatiseur. Frais d'engagement, d'assurance, d'immatriculation, d'IMPV et toutes les taxes applicables en sus. Les clients qui achètent ou louent une voiture Genesis 2012 3.8L, 5.0L, 5.8L, GDI avec groupe Premium, 3.8L, GDI avec groupe Technologie ou 5.0L, GDI R-SPEC et qui peuvent fournir un document valide démontrant l'enregistrement d'un véhicule à leur nom bénéficieront d'un rabais de 1 500 \$ du fabricant au consommateur. Le rabais du fabricant au consommateur s'applique après les taxes. L'offre ne peut être combinée au jumelle à aucune autre rabais. L'offre est non transférable et ne peut être réaffectée. Aucun échange de véhicule nécessaire. Détails chez votre concessionnaire. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Le concessionnaire pourrait devoir commander le véhicule. † Basé sur les prévisions de valeurs résiduelles de février 2012 du Black Book canadien pour la catégorie des voitures de grande taille 2012. †† La garantie globale limitée de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous réserve du respect des conditions normales d'utilisation et d'entretien. *Puissance avec essence super.

HARPER ET LA CHINE

15 NOVEMBRE 2006

Le Canada n'abandonnera pas les valeurs comme les droits de la personne pour le « tout-puissant dollar » en provenance de la Chine, déclare Stephen Harper.

29 OCTOBRE 2007

Stephen Harper reçoit le dalaï-lama, malgré l'opposition de la Chine.

8 AOÛT 2008

Stephen Harper n'assiste pas à la cérémonie d'ouverture des Jeux de Pékin.

12 AVRIL 2009

Le ministre du Commerce international, Stockwell Day, entame un voyage de sept jours en Chine. Il conteste l'idée que son gouvernement ait modifié son approche à l'égard du pays.

3 JUILLET 2009

China Investment Corporation investit 1,74 milliard dans la société minière Teck Resources.

30 NOVEMBRE 2009

Premier voyage officiel de Stephen Harper en Chine. Il y sera critiqué publiquement par son homologue Wen Jiabao pour avoir tardé avant de visiter le pays.

10 FÉVRIER 2010

PetroChina acquiert d'Athabasca Oil Sands Corporation une participation de 60 % dans deux exploitations de sables bitumineux pour 1,9 milliard.

12 AVRIL 2010

La chinoise Sinopec investit 4,65 milliards (US) pour mettre la main sur une participation de 9 % dans Syncrude, qui est active dans les sables bitumineux.

13 MAI 2010

China Investment Corporation mise 1,25 milliard pour s'associer à Penn West Energy Trust. Elles développeront une exploitation dans la région de Peace River, dans le nord de l'Alberta.

23 JUIN 2010

Le président chinois Hu Jintao visite le Canada. Signature d'une entente pour faciliter les voyages de groupes. Les deux pays conviennent d'intensifier leurs échanges commerciaux.

LA DIPLOMATIE

La Chine investit massivement dans les entreprises pétrolières canadiennes.



Pas question d'abandonner les valeurs canadiennes comme la défense des droits de la personne pour une poignée de dollars. Tel était le message de Stephen Harper à la Chine après son élection en 2006. Le premier ministre arrive dans ce pays pour la deuxième fois en deux ans, aujourd'hui. Un réchauffement diplomatique auquel le pétrole des sables bitumineux n'est pas étranger, disent les experts. À quel point cette ressource controversée – et lucrative – a-t-elle changé la politique étrangère du Canada?

PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE



MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Les députés du Parlement européen s'attendaient à ce que l'industrie pétrolière grince des dents lorsqu'ils ont présenté une nouvelle norme sur les

carburants. S'il est adopté, le règlement taxerait les pétroles les plus polluants. Mais à la surprise générale, c'est plutôt un pays qui mène le combat contre le projet: le Canada.

Le député européen Kriton Arsenis, qui était de passage au Canada pour discuter de la nouvelle norme européenne l'automne dernier, s'est dit estomaqué par la prise de position d'Ottawa. Jamais il n'aurait cru qu'un allié

aussi proche puisse s'élever contre un règlement qui vise à réduire la pollution.

Le pays des Casques bleus, de la Gendarmerie royale et du sirop d'érable n'est plus le même sur la scène internationale. Selon plusieurs, la politique étrangère du Canada est de plus en plus calquée sur les intérêts de l'industrie pétrolière.

L'accrochage avec l'Europe a un lien direct avec le voyage qu'amorce Stephen Harper

en Chine aujourd'hui, estime Michael Byers, professeur de politique internationale à l'Université de la Colombie-Britannique. Selon lui, le pétrole est désormais au cœur de la diplomatie canadienne.

« Cela démontre que M. Harper est entièrement dédié à militer en faveur des sociétés pétrolières, affirme M. Byers, chercheur associé à la chaire Raoul-Dandurand. Ironiquement, ce sont surtout

des sociétés détenues par des intérêts étrangers. »

Stephen Harper a jeté une douche froide sur les relations sino-canadiennes à son arrivée au pouvoir, en 2006. À l'époque, disait-il, il n'était pas question de compromettre les valeurs canadiennes comme les droits de la personne au nom du « dollar tout-puissant ».

Six ans plus tard, M. Harper amorce son second voyage dans l'empire du Milieu. Au cours

CALIBRE DE CARTIER
MOUVEMENT MANUFACTURE 1904 MC



Cartier

Disponible chez :
CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

CHÂTEAU D'IVOIRE

JOAILLIERS



2020 Rue de la montagne, Montréal.

(514) 845-4651

CHATEAUDIVOIRE.COM

SOMMAIRE

Amusez-vous!	AFFAIRES 14
Astrologie du jour	AFFAIRES 13
Bourses	AFFAIRES 10 et 11
Débats	A18 et A19
Décès	AFFAIRES 13
Horaires télévision	ARTS 4
Loteries	A 12
Monde	A 16-17-20
Petites annonces	AFFAIRES 12 et 4
Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Ciel variable en matinée, puis passages nuageux, maximum -5, minimum -19. AFFAIRES 12

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

PRÉCISION

Dans un article publié le samedi 4 février portant sur la chute des paralumes du tunnel Viger, *La Presse* cite une chercheuse, M^{me} Marie-Josée Nollet. Les propos qui lui ont été attribués, et qui sont conformes aux déclarations faites en conférence de presse, étaient ceux d'Anne-Marie Leclerc, sous-ministre adjointe des Infrastructures et des Technologies. Nos excuses.

HARPER ET LA CHINE

13 OCTOBRE 2010

Dans un discours devant des diplomates et des gens d'affaires, Stephen Harper présente le Canada comme une superpuissance énergétique capable de fournir à la Chine toute l'énergie dont elle a besoin.

22 JUIN 2011

Échec d'une entente de 5,4 milliards qui aurait permis à PetroChina d'acquérir une participation de 50 % dans une vaste exploitation gazière de la canadienne EnCanada.

9 OCTOBRE 2011

Sinopec acquiert Daylight Energy pour 2,2 milliards, mettant la main sur le droit d'exploiter 300 000 acres de terres riches en gaz naturel et en pétrole.

28 NOVEMBRE 2011

China National Offshore Oil Corporation acquiert Opti Canada, sa deuxième incursion dans les sables bitumineux canadiens.

2 DÉCEMBRE 2011

Le Canada se retire du protocole de Kyoto.

3 JANVIER 2012

PetroChina rachète le reste de la participation d'Athabasca Oil Sands Corporation, devenant la première entreprise chinoise à détenir la totalité d'une exploitation pétrolière au Canada.

9 JANVIER 2012

Le ministre des Ressources naturelles, Joe Oliver, accuse des groupes environnementalistes « radicaux » et des groupes d'intérêts étrangers de s'immiscer dans le débat sur l'exploitation des ressources naturelles canadiennes.

10 JANVIER 2012

Début des audiences réglementaires sur le pipeline controversé Northern Gateway, qui doit acheminer le pétrole albertain jusqu'au Pacifique, puis vers l'Asie.

18 JANVIER 2012

L'administration Obama confirme qu'elle rejette le projet de pipeline Keystone. Elle avait retardé son approbation l'automne précédent.

7 FÉVRIER 2012

Stephen Harper amorce son deuxième voyage officiel en Chine.

DU PÉTROLE



La Chine a besoin du pétrole canadien pour nourrir sa croissance phénoménale.

STEPHEN HARPER SUR LA CHINE

LE 15 NOVEMBRE 2006

« Les Canadiens demandent que nous soyons davantage présents sur la scène commerciale internationale, et c'est ce que nous faisons. Mais je ne crois pas qu'ils accepteraient qu'on laisse tomber nos valeurs démocratiques, de libertés individuelles et de droits de la personne pour ce faire. Ils ne veulent pas qu'on abandonne ces valeurs pour le tout-puissant dollar. »

LE 11 JANVIER 2012

« Notre gouvernement est déterminé à faire progresser notre relation avec la Chine en misant sur l'approfondissement de nos liens économiques, y compris l'ouverture de nouveaux marchés, et en établissant les bases de la croissance à long terme. »

LES SABLES BITUMINEUX

174 MILLIARDS DE BARILS

Les réserves de pétrole du Canada, les troisièmes du monde.

132 000

Le nombre d'emplois liés à l'extraction des sables bitumineux.

700 000

Le nombre d'emplois que soutiendront les sables bitumineux au Canada dans les 25 prochaines années.

22 MILLIARDS

Les revenus annuels du gouvernement fédéral générés par les sables bitumineux depuis cinq ans.

30 MÉGA-TONNES

Émissions de gaz à effet de serre liées aux sables bitumineux en 2005.

92 MÉGA-TONNES

Émissions de gaz à effet de serre projetées de l'exploitation des sables bitumineux en 2020.



Stephen et Lauren Harper à leur départ pour la Chine.

PHOTO AFP

SOURCES: MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES, ENVIRONNEMENT CANADA

METTRE FIN À LA DÉPENDANCE ENVERS LES ÉTATS-UNIS

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Le gouvernement Harper martèle que l'économie est sa principale préoccupation, et il mise sur les sables bitumineux pour attirer des investissements, créer des emplois et générer des revenus pour le gouvernement. Mais pour ce faire, dit le ministre des Ressources naturelles, Joe Oliver, le pays doit s'affranchir de sa dépendance au marché américain.

« Nos sables bitumineux sont une ressource immense, dit M. Oliver en entrevue à *La Presse*. Il y a 170 milliards de barils prouvés, soit la troisième réserve au monde. Les États-Unis ne forment pas un marché suffisamment grand pour acheter tout. C'est pour cela qu'on veut se diversifier. »

M. Oliver a émergé comme le plus ardent défenseur des sables bitumineux au gouvernement Harper au cours des derniers mois. Il a notamment écrit une lettre ouverte remarquée – et critiquée – pour dénoncer l'influence des « écologistes radicaux ». Il s'est rendu en Asie plusieurs mois avant la visite officielle qu'entame M. Harper aujourd'hui.

« Nous avons des intérêts complémentaires, dit le ministre. Le Canada veut diversifier son marché, et la Chine veut diversifier ses sources de pétrole et de gaz. »

Ce changement de cap est devenu d'autant plus nécessaire que l'unique client des sables bitumineux, les États-Unis, a servi une première surprise à Ottawa l'automne dernier. Le président Barack Obama a cédé aux pressions des écologistes et mis sur la glace le projet de pipeline Keystone XL. Pressé par l'opposition républicaine, il a confirmé son refus il y a deux semaines.

Cet oléoduc aurait permis d'acheminer le pétrole albertain vers les raffineries du Texas pour être vendu sur les marchés internationaux. Actuellement, la vaste majorité des exportations canadiennes de pétrole sont expédiées aux raffineries de Cushing, Oklahoma, où transite un pétrole appelé le West Texas Intermediate. Chaque baril de ce type de pétrole se vend une quinzaine de dollars moins cher que le brut dans les autres marchés internationaux.

En exportant leur pétrole vers les marchés asiatiques, les producteurs canadiens pourraient obtenir un prix plus élevé.

« C'est une fiction de nous présenter comme une superpuissance énergétique alors que nous n'avons qu'un seul client, que nous ne pouvons nous permettre de

fermer le robinet, ou que nous n'avons pas le courage de le faire », estime Paul Heinbecker, un ancien ambassadeur à l'ONU qui enseigne à l'Université Wilfrid Laurier de Waterloo.

Ce n'est pas un hasard, poursuit-il, si le gouvernement Harper s'implique activement dans le débat sur l'oléoduc Northern Gateway, ce projet controversé qui permettrait d'acheminer le pétrole des sables bitumineux vers l'océan Pacifique et de là, vers l'Asie.

Justement, au cours des deux dernières années, des sociétés chinoises ont investi des milliards dans les sables bitumineux canadiens (voir chronologie).

« Nous avons des intérêts complémentaires. Le Canada veut diversifier son marché, et la Chine veut diversifier ses sources de pétrole et de gaz. » — Le ministre Joe Oliver

« Paradoxalement, si nous échouons à compléter le pipeline Northern Gateway, il y aura des ramifications internationales, explique l'ancien diplomate. En premier lieu, nous devons enlever de notre discours à l'égard des États-Unis la perspective que nous puissions vendre notre pétrole à d'autres pays. Cela nous placerait de nouveau dans une position faible. »

Ce n'est pas d'hier que le gouvernement fédéral s'inquiète de la trop grande dépendance de l'économie canadienne envers les États-Unis. Au début des années 70, Pierre-Elliott Trudeau s'est activé à nouer des relations diplomatiques avec la Chine dans l'espoir d'intensifier les échanges commerciaux.

Le premier ministre, lui, estime que sa nouvelle approche diplomatique, ainsi que l'essor des sables bitumineux, permettra de financer les programmes sociaux à long terme. Depuis cinq ans, cette ressource rapporte en moyenne 22 milliards dans les coffres fédéraux.

« Il y a toujours des perspectives régionales différentes, a récemment indiqué M. Harper à *La Presse*. Mais pour la viabilité de nos programmes, y compris notre programme de péréquation, il faut avoir un secteur énergétique, surtout dans l'Ouest, qui reste et qui demeure très fort. »

— Avec la collaboration de Joël-Denis Bellavance

des derniers mois, le premier ministre a plusieurs fois martelé sa détermination à ouvrir le marché asiatique aux ressources naturelles canadiennes.

Le pétrole pèse lourd dans ce changement de ton, estiment les experts. Tout comme il explique une série de décisions diplomatiques prises au cours des derniers mois.

Ottawa a notamment annoncé son retrait du protocole de Kyoto en décembre. Quelques semaines plus tôt, M. Harper avait promis de chercher de nouveaux débouchés pour nos ressources après que Washington eut refusé de donner son aval au projet de pipeline Keystone.

Chinois assoiffés

« Sans aucun doute, c'est devenu un conducteur significatif de la politique du gouvernement », constate Paul Heinbecker, ancien ambassadeur du Canada à l'ONU et chercheur à l'Université Wilfrid Laurier de Waterloo.

L'influence du pétrole n'est pas seulement ressentie dans les relations diplomatiques. Elle a aussi des répercussions majeures dans l'administration intérieure du pays.

Le ministre des Ressources naturelles, Joe Oliver, a récemment dénoncé l'influence des « écologistes radicaux » et des groupes d'intérêts étrangers dans le débat sur l'exploitation des ressources canadiennes. Cette sortie survenait 24 heures avant le début d'audiences publiques sur le projet controversé Northern Gateway. Ce pipeline acheminerait le pétrole albertain vers l'océan Pacifique par le nord de la Colombie-Britannique. De là, il serait expédié en Asie.

Début janvier, la société d'État PetroChina est devenue la première entreprise chinoise à acquérir la totalité d'un champ pétrolier dans l'Ouest canadien. Elle a investi 680 millions pour racheter la part de son partenaire, Athabasca Oil Sands Corporation. Cette transaction est la dernière d'une série d'investissements de provenance chinoise dans le pétrole canadien depuis deux ans (voir chronologie).

« Nous sommes maintenant dans une position où la croissance économique mondiale vient de l'Asie, constate Paul Heinbecker. Nous devons nous placer dans une position où nous pouvons importer, exporter et investir dans ce continent. »

Le changement de cap du Canada pourrait toutefois être lourd de conséquences, estime la critique du NPD en matière de politique étrangère, Hélène Lavardière. En faisant une promotion aussi active des sables bitumineux, dit-elle, le pays risque de ternir sa réputation internationale.

« C'est comme si ce n'était plus un partenaire qui voulait contribuer aux efforts mondiaux, dénonce-t-elle. C'est juste un partenaire qui veut recevoir. Le meilleur exemple, c'est Kyoto, où le Canada a refusé de participer aux efforts mondiaux et seulement essayé de les saborder. »

Pendant ce temps, la promotion des droits de la personne en Chine semble en prendre pour son rhume, estiment les critiques du gouvernement Harper. Ça survient à un moment où le régime multiplie la répression envers les dissidents. Au cours des dernières semaines, des tribunaux chinois ont condamné trois militants des droits de la personne.



PHOTO DAVE CHIDLEY, LA PRESSE CANADIENNE

L'accident s'est produit à une intersection près du village de Hampstead, dans le sud-ouest de l'Ontario.

Hécatombe en Ontario

Une tragédie routière fait au moins 11 morts, dont 10 travailleurs migrants

ÉMILIE BILODEAU

Onze personnes, dont 10 travailleurs migrants, ont perdu la vie dans l'une des pires collisions des dernières décennies en Ontario. « Horrible », « tragique », « terrible »... le personnel d'urgence dépêché sur les lieux de l'accident, dans le village d'Hampstead, dans le sud-ouest de l'Ontario, a été horrifié par la violence de l'impact.

« Je n'ai jamais vu une telle chose en 28 ans. »

— Steve Porter, de la police provinciale de l'Ontario

L'accident est survenu vers 16 h 45 à l'intersection de deux routes de campagne. Selon des témoins, une fourgonnette blanche circulait vers l'ouest sur le rang 47 lorsqu'elle s'est fait heurter par un camion à plateforme. Ce dernier roulait vers le sud sur la route 107.

Après l'impact, le camion aurait entraîné la fourgonnette sur environ 75 mètres, jusqu'à une petite maison bleue située près de l'intersection. La camionnette serait restée prise entre le camion et le mur de la résidence.

Trois blessés

Les policiers confirment que 10 des passagers de la fourgonnette et le conducteur du camion à plateforme ont perdu la vie. Trois passagers de la camionnette ont survécu à l'accident. Deux d'entre eux ont été transportés en ambulance à l'hôpital de Stratford. Un autre a été amené en hélicoptère au Centre hospitalier de Hamilton. Ils ont subi de graves blessures et les médecins craignent pour leur vie.

L'OPP, qui a répondu aux questions des journalistes sur les lieux de l'accident hier soir, a déclaré qu'il s'agissait de la pire collision depuis trois décennies en Ontario. « Je n'ai jamais vu une telle chose en 28 ans », a affirmé l'inspecteur Porter.

Jeff Sager, un des ambulanciers des services médicaux d'urgence du comté de Perth, a qualifié l'accident d'horrible.

« Ça fait 31 ans que je travaille comme ambulancier et cet accident est l'un des plus tragiques et des pires du comté de Perth », a-t-il dit. Selon lui, les victimes travaillaient peut-être pour un éleveur de poulets local.

Du jamais vu

Linda Rockwood, directrice des services médicaux d'urgence du comté de Perth, a quant à elle affirmé que « les ambulanciers paramédicaux n'ont jamais eu à faire une intervention comme celle-là auparavant. Il est absolument horrible qu'autant de personnes meurent comme ça en même temps ».

Les enquêteurs étaient incapables de déterminer les causes de l'accident en fin de soirée hier. Ils prévoient rester sur les lieux de l'accident pendant toute la nuit pour reconstituer la scène. La limite de vitesse dans cette zone est de 80 km/h. Les

automobilistes qui circulent vers l'ouest ou vers l'est sur le rang 47 doivent s'immobiliser au panneau d'arrêt situé à l'intersection de la route 107.

La météo était clémente, la chaussée en bonne condition et il faisait toujours clair au moment de l'accident. Les inspecteurs ignorent si le conducteur de la camionnette a oublié de s'immobiliser. Ils tentent de déterminer si un des deux conducteurs aurait pu avoir une distraction ou si la vitesse est en cause.

Hampstead est situé près de Stratford, à 125 kilomètres à l'ouest de Toronto.

— Avec CTV News et National Post

LES ACCIDENTS LES PLUS MEURTRIERS AU CANADA

> **8 octobre 1989** : une réunion de famille vire à la tragédie lorsqu'un camion transportant des rondins de bois perd sa cargaison sur une route du Nouveau-Brunswick. Le bois tombe sur un chariot où se trouvaient plusieurs participants de la fête familiale, faisant 13 morts. Au moins 45 personnes sont également blessées.

> **13 octobre 1997** : un autobus nolisé avec à son bord des personnes âgées en visite touristique plonge dans un ravin au Québec. La chute de quelque 9 mètres tue 43 des 48 passagers.

> **3 septembre 1999** : un brouillard particulièrement dense près de Windsor, en Ontario, cause un carambolage monstrueux impliquant 87 véhicules sur l'autoroute 401. Huit personnes périssent dans les incendies provoqués par l'accident et 45 autres sont blessées.

> **16 mars 2000** : la conductrice d'une fourgonnette transportant les enfants d'une garderie pour une sortie à la cabane à sucre perd la maîtrise de son véhicule près de Saint-Jean-Baptiste-de-Nicolet, au Québec. Huit des dix bambins à bord sont tués.

> **12 janvier 2008** : la pluie verglaçante sur une autoroute près de Bathurst, au Nouveau-Brunswick, fait déraiper la fourgonnette d'un entraîneur de basketball qui ramenait son équipe à la maison après un match à l'extérieur. Le véhicule percuta un camion-remorque, tuant la femme du conducteur et sept joueurs.

— La Presse Canadienne



xDRIVE. PARFAIT POUR LES ROUTES DU QUÉBEC. ET MÊME PIRE.

Que ce soit pour partir à l'aventure ou affronter nos conditions habituelles, le BMW X1 avec le système de traction intégrale xDrive[™] en impose à la chaussée en réagissant quasi-instantanément à toute dégradation par le transfert de couple approprié entre les essieux. Peu importe votre destination, xDrive redéfinit la route pour que vous puissiez la conduire.

JUSQU'AU 29 FÉVRIER.

Le BMW X1 xDrive 28i 2012

PRIX DE VENTE	MENSUALITÉS À LA LOCATION	TAUX À LA LOCATION
40 712 \$**	499 \$* 5 376 \$ MONTANT DU À LA LIVRAISON	4,9 % JUSQU'À 48 MOIS

ENTRETIEN RÉGULIER SANS FRAIS 4 ans ou 80 000 km†

Montréal BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
514.731.7871
bmwcanbec.com

Laval BMW Laval
2450, boul. Chomedey
450.682.1212
514.990.2269
bmwlaual.com

Rive-Sud Park Avenue BMW
8400, boul. Taschereau Ouest
450.445.4555
514.875.4415
parkavenuebmw.com

Rive-Sud BMW Sainte-Julie
1633, boul. Armand-Frappier
450.922.1633
514.875.4400
bmwsaintejulie.com

Blainville Hamel BMW
620, boul. de la Seigneurie Ouest
450.437.5050
hamelbmw.com

West Island BMW West Island
2000, aut. Transcanadienne Sud
514.683.2000
bmwestisland.com

Modèle européen montré. Certaines options peuvent ne pas être offertes au Canada. **Offre à l'achat : le prix de vente est de 40 712 \$, ce qui inclut le PDSF (38 500 \$), le transport et l'inspection de prélivraison (1 995 \$), la taxe sur la climatisation (100 \$), la taxe de gestion des pneus (12 \$), les frais d'administration du concessionnaire (jusqu'à 459 \$) et le rabais BMW Canada. Taxes et immatriculation en sus. *Taux à la location offert par Services financiers BMW, sur approbation du crédit, uniquement pour les modèles de base BMW X1 xDrive 28i 2012 en stock. †Offre à la location : 38 500 \$ sur 48 mois à un taux d'intérêt annuel de 4,9 %, avec un acompte de 1 700 \$, pour des mensualités de 499 \$. Un montant de 5 376 \$ est exigé à la signature du contrat de location, qui inclut la première mensualité, un dépôt de garantie équivalent à une mensualité, le transport et l'inspection de prélivraison, la taxe sur la climatisation, les frais d'administration du concessionnaire, la taxe sur la gestion des pneus et les services PPSA. Taxes et immatriculation en sus et payables à la signature. La valeur résiduelle du véhicule à l'échéance du terme est de 17 710 \$. L'obligation locative totale est de 28 304,62 \$. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Le kilométrage annuel alloué est de 20 000 km; 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Le concessionnaire peut décider d'un prix au particulier et exiger des frais d'administration qui peuvent modifier le prix du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Cette offre d'une durée limitée est sujette à la disponibilité et peut être modifiée ou annulée sans préavis. Le véhicule doit être livré au plus tard le 29 février 2012. † Les véhicules BMW 2012 achetés au Canada d'un concessionnaire autorisé sont couverts par un programme d'entretien aux périodes recommandées sans frais de 4 ans ou 80 000 km, selon la première éventualité. Certaines conditions s'appliquent. Consultez un concessionnaire BMW pour obtenir tous les détails. © 2012 BMW Canada Inc. « BMW », le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et toute autre famille de marques, d'images et de symboles relatifs à BMW sont la propriété exclusive et/ou des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence.

SANTÉ

NUTRITION DES BAMBINS

Un nouveau lait qui ne fait pas l'unanimité

MARIE ALLARD

Vers l'âge de 1 an, les petits Québécois commencent habituellement à boire du lait de vache entier. Natrel propose plutôt qu'ils consomment Baboo, le premier produit laitier destiné aux bambins de 12 à 24 mois, lancé hier au Canada.

« Baboo est plus facile à digérer. C'est un produit qui est doux pour les tout-petits, a dit Caroline Losson, vice-présidente du marketing d'Agropur, division Natrel. Il est conçu pour faciliter la transition de l'allaitement maternel ou de la formule pour bébés au lait ordinaire. »

Natrel fait valoir des arguments de nature à convaincre les parents d'acheter cette nouvelle boisson, faite de perméat de lait, de crème, de jus d'acérola concentré et d'huile d'algue. Son apport en vitamine C « favorise l'assimilation du fer », ses 4 % de matières grasses apportent « l'énergie indispensable à la croissance du cerveau et des tissus », ses acides gras oméga-3 contribuent « au



PHOTO FOURNIE PAR L'ENTREPRISE

Le nouveau lait pour bambins lancé par Natrel.

développement normal du cerveau, des yeux et des nerfs». Quant à ses protéines, elles ont été rééquilibrées pour « être le plus proche possible du lait maternel », a dit M^{me} Losson.

Mais à 3,29 \$ le litre, Baboo est presque deux fois plus cher que le lait de vache à 3,25 % de matières grasses. Faut-il en donner aux

tout-petits en plus de leur alimentation habituelle ?

L'allaitement jusqu'à 2 ans

Pour sa part, la Direction de la santé publique de Montréal recommande « la poursuite de l'allaitement maternel jusqu'à 2 ans et au-delà », a dit Maryse Beaumier, agente d'information. Quand l'enfant atteint l'âge de 1 an, les parents

peuvent aussi choisir d'offrir du lait de vache à 3,25 % de matières grasses, a-t-elle ajouté. Sans oublier de donner du fromage et du yogourt, à l'occasion.

Charlotte Gerodet, nutritionniste à Québec, conseille « d'utiliser le nouveau lait Baboo quelques semaines », avant d'introduire le lait à 3,25 % de matières grasses. « Il est vrai que ce type de lait sera plus facilement digestible et que sa valeur nutritive correspond davantage aux besoins du jeune enfant », a-t-elle analysé.

Stéphanie Côté, nutritionniste d'Extensio, centre de référence en nutrition de l'Université de Montréal, est moins convaincue. « Les enfants en santé, qui n'ont pas de problèmes de digestion, boivent du lait entier depuis des générations, a-t-elle souligné. Baboo ne leur offre pas d'avantage particulier. »

Oui, Baboo fournit des acides gras oméga-3 DHA, mais beaucoup moins que les poissons gras. « Une portion de 250 ml de Baboo renferme environ 10 fois moins de DHA

que 50 g de saumon », a calculé M^{me} Côté.

Baboo a aussi un désavantage: il contient « trois fois moins de vitamine D que le lait à 3,25 % de matières grasses », selon elle. Natrel suggère d'ailleurs de donner des suppléments de vitamine D aux bambins qui boivent Baboo.

Produit populaire en Europe

Appelés « laits de croissance », les produits comme Baboo sont couramment utilisés en Europe depuis une vingtaine d'années. Par exemple, la Fédération Wallonie-Bruxelles, qui représente les francophones belges, les juge intéressants dans les cas où l'alimentation des enfants n'est pas équilibrée. Mais voilà: en Europe, ces laits de croissance sont enrichis en minéraux comme le fer. Baboo n'en contient pas, parce que le Canada ne l'autorise pas, a précisé M^{me} Losson.

QUE DONNER À BOIRE À SON ENFANT ?

- > À 1 an, un enfant doit boire de 600 à 720 ml de lait par jour.
- > À 2 ans, un enfant doit boire 500 ml de lait par jour.
- > Le lait maternel ou, à défaut, le lait de vache à 3,25 % de matières grasses sont recommandés.
- > Deux portions de yogourt ou de fromage par jour peuvent être ajoutées.

Source: Mieux vivre avec notre enfant de la grossesse à deux ans. INSPQ.

La toute nouvelle Impreza 2012

La voiture compacte qui surpasse toutes les attentes.



IMPREZA Impreza 2.0i 4 portes 2012

Location à partir de **229\$**

par mois/48 mois, taxes en sus

À LA LOCATION⁰ :

- Comptant exigé : 2 245,80 \$ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de location : 2 862,65 \$ (taxes incluses)

IMPREZA Impreza 2.0i 5 portes 2012

Location à partir de **229\$**

par mois/48 mois, taxes en sus

À LA LOCATION⁰ :

- Comptant exigé : 2 575,72 \$ (taxes en sus) ou échange équivalent
- Montant total exigé avant le début de location : 3 241,97 \$ (taxes incluses)

À LA LOCATION

0\$ dépôt de sécurité

km alloués
24 000 km/année
km excédentaires
0,10 \$/km

- Silhouette audacieuse : extérieur et intérieur entièrement redessinés
 - Tout nouveau moteur BOXER SUBARU de 2,0 litres livrant 148 chevaux de puissance et 145 lb-pi de couple
 - Légendaire système de traction intégrale symétrique à prise constante Subaru
 - Transmission manuelle à 5 rapports (5MT) ou transmission à variation continue Lineartronic[®] (CVT) en option pour un rendement énergétique remarquable
- Et plus encore...

Découvrez les avantages uniques de la voiture qui offre le meilleur rendement énergétique* parmi toutes les voitures à traction intégrale en Amérique du Nord.



Rendement énergétique
Boîte CVT Lineartronic[®]
Ville/Route (l/100 km) : 7,5/5,5
5MT
Ville/Route (l/100 km) : 8,3/5,9



MEILLEURE MARQUE GRAND PUBLIC
GAMME SUBARU 2011

Meilleur choix sécurité^{††}
INSURANCE INSTITUTE FOR HIGHWAY SAFETY
Gamme Subaru 2012

Subaru est le seul constructeur à recevoir une mention « Meilleur choix sécurité » de l'IHS pour tous ses modèles, et ce, pour une troisième année consécutive.

Japonais et plus encore !

www.quebec.concessionsubaru.ca



Confiance et évolution

JOHN SCOTTI SUBARU ANJOU

SUBARU MONTRÉAL MONTRÉAL

SUBARU DE LAVAL ADM AUTOMOBILES

SUBARU BROSSARD BROSSARD

SUBARU SAINT-AGATHE SAINT-AGATHE-DES-MONTS

SUBARU SAINT-HYACINTHE SAINT-HYACINTHE

SUBARU REPENTIGNY REPENTIGNY

SUBARU DES SOURCES DOLLARD-DES-ORMEAUX

SUBARU RIVE-NORD BOISBRIAND

JOLIETTE SUBARU JOLIETTE

LACHUTE SUBARU BROWNSBURG

CONCEPT AUTOMOBILES GRANBY

Le nombre de médecins en hausse

SARA CHAMPAGNE

Le Collège des médecins du Québec vient de publier ce qui est devenu un classique chaque année: le tableau des médecins inscrits à l'Ordre. Selon les dernières données, la profession compte 505 nouveaux médecins, ce qui porte leur nombre total à 20 969.

De ce nombre, il y a toutefois 2045 médecins inscrits comme retraités. Les médecins spécialistes sont toujours plus nombreux que les médecins de famille, démontre également le tableau du Collège. On dénombre 9565 spécialistes et 8977 omnipraticiens.

Quant aux 505 nouveaux médecins, le Collège affirme ne pas être en mesure d'en faire la répartition.

« Je n'ai pas la répartition, mais les spécialistes sont sûrement plus nombreux que les médecins de famille, a expliqué le D^r Charles Bernard, président du Collège, lors d'un entretien avec *La Presse*. La médecine familiale demeure le parent pauvre. Et les jeunes sont moins enclins à choisir cette voie de la médecine malgré les mesures pour les attirer. »

Les dernières données de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) rapportent que 8180 omnipraticiens étaient inscrits en 2010, pour 8887 spécialistes. De 2000 à 2010, le nombre de médecins de famille a augmenté de 12,25 % et celui des spécialistes, de 21,72 %, toujours selon la RAMQ.

EN BREF

Déclin mental plus rapide chez les hommes fumeurs

Les hommes qui fument connaissent un déclin mental plus rapide que les non-fumeurs en vieillissant, un phénomène qui n'a pas été observé chez les femmes, selon une étude britannique publiée hier dans la revue américaine *Archives of General Psychiatry*. L'étude révèle que la consommation de tabac se traduit à long terme par des pertes de mémoire et du mal à utiliser des connaissances passées pour agir au moment présent. Les raisons de la différence entre les deux sexes ne sont pas très claires, relèvent les auteurs. Cette recherche a été menée sur 5099 hommes et 2137 femmes.

— Agence France-Press



À la location, les frais d'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers sont inclus. Transport et préparation inclus. Immatriculation (prix varie selon le client) et assurances en sus. Recyclage Québec, droit sur les pneus neufs inclus. Le concessionnaire peut offrir un prix ou taux moindre. Offres applicables sur approbation de crédit des Services Financiers Subaru par TCC. * La comparaison se fonde sur les cotes de rendement énergétique estimatives sur l'autoroute de Ressources naturelles Canada pour tous les véhicules à traction intégrale de l'année 2011. † Il est possible de parcourir jusqu'à 1 000 km avec un plein de carburant, selon la cote de consommation estimative du constructeur de 5,5 l/100 km (route) pour une Subaru Impreza 2012 équipée d'une boîte automatique à variation continue et d'un réservoir de 55 l. La consommation réelle sera variable selon les conditions routières, les habitudes de conduite et la charge du véhicule. †† Mention « Meilleur choix sécurité » pour tous les modèles 2012. Une cote « Bonne » constitue la meilleure cote possible à l'essai de résistance de toit (test de capotage) ainsi que dans les essais de collision frontale déportée à 40 mi/h (65 km/h), de collision latérale à 31 mi/h (50 km/h) et de collision arrière à 20 mi/h (32 km/h) réalisés par l'Institut des assureurs américains (IHS) (www.ihs.org). Un véhicule doit avoir obtenu la cote « Bonne » aux quatre essais de collision et doit offrir un programme de stabilité électronique (ESC) (Contrôle de la dynamique du véhicule) pour mériter la distinction « Meilleur choix sécurité ». † Prix valeurs résiduelles 2011 ALG Canada pour la gamme Subaru : première position au classement général, catégorie marque grand public. Pour plus d'information sur ces offres, voyez votre concessionnaire Subaru participant. Photo(s) à titre indicatif seulement. Les spécifications techniques sont sujettes à changement sans préavis. Offres valables jusqu'au 29 février 2012.

CE SOIR
APPARENCES
20H



Radio-Canada.ca/apparences



RÉALISATEUR: FRANCIS LECLERC

LA PRESSE MONTRÉAL MARDI 7 FÉVRIER 2012

A 7

ACTUALITÉS

Pétition d'Isabelle Gaston pour une augmentation des indemnités aux victimes d'actes criminels

Québec refuse de s'engager

PAUL JOURNET ET
PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Le gouvernement Charest semble peu enclin à répondre aux demandes d'Isabelle Gaston.

Les deux enfants de M^{me} Gaston ont été assassinés par son ex-conjoint, Guy Turcotte. Elle a mis en ligne la semaine dernière une pétition pour demander un meilleur traitement des parents d'enfants victimes d'actes criminels. La pétition souligne que « pour un parent, il n'y a pas pire crime que celui de se faire tuer son enfant ».

On y demande que les parents soient considérés comme des victimes, au même titre que leur enfant, et qu'ils aient droit à une meilleure compensation financière durant leur réadaptation. Elle demande d'augmenter la somme consentie pour les frais funéraires et la psychothérapie et suggère aussi d'augmenter le nombre de séances.

« Le Québec est l'endroit qui est le plus généreux dans les programmes d'indemnisation aux victimes d'actes criminels et c'est bien parce que ça reflète nos valeurs. Maintenant, on a reçu le rapport, on va en faire l'examen et on verra ce sur quoi on peut s'avancer, surtout dans le contexte économique actuel », a affirmé hier le premier ministre Jean Charest.

Rapport Lemieux

Il faisait référence au rapport commandé à l'ex-bâtonnière du Québec Micheline Lemieux et déposé en juin 2008. M^c Lemieux y proposait de moderniser le régime d'indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC). Le gouvernement a attendu jusqu'à juin 2011 pour le rendre public. Il l'a accompagné d'une contre-expertise du spécialiste Pierre Dion, qui a soutenu que M^{me} Lemieux avait sous-estimé les coûts des réformes proposées.

L'IVAC a été créé il y a 40 ans. M^c Lemieux a formulé 68 recommandations pour le moderniser. Elle voulait entre autres que toutes les



PHOTO GRAHAM HUGHES, LA PRESSE CANADIENNE

Hier soir, la pétition d'Isabelle Gaston demandant un meilleur traitement des parents d'enfants victimes d'actes criminels avait atteint 11 741 signatures.

victimes d'actes criminels soient dédommagées, sans égard au type de crime. Cela aurait, notamment, profité aux victimes de menaces de mort. M^c Lemieux estimait ces coûts additionnels à 5 millions par année. La facture augmenterait plutôt de 10 à 15 millions,

pour préjudice corporel et psychique permanent. Selon elle, cette dernière mesure coûterait 176 millions de dollars. Cela coûterait plutôt plus de 330 millions, a soutenu M. Dion.

Jointe hier, M^c Lemieux n'a pas voulu commenter les demandes d'Isabelle Gaston.

à quelque chose qui allégeait la facture. On a fait des choix de société de donner beaucoup, mais on réalise tout de même qu'il reste encore de grands besoins. L'État a des choix très difficiles à faire », ajoute-t-elle.

Au cabinet du ministre de la Justice, Jean-Marc Fournier, on se dit « très sensible » au sort des victimes d'actes criminels. Mais on s'empresse de rappeler que les victimes reçoivent 100 millions de dollars par année en aide et en indemnisation. C'est plus que toutes les autres provinces réunies, qui versent ensemble un total de 75 millions, explique-t-on. À titre de comparaison, l'Ontario y consacre 32 millions.

La pétition de M^{me} Gaston

Dimanche, à l'émission *Tout le monde en parle*, Isabelle Gaston a affirmé qu'elle juge insuffisants les 3000\$ offerts pour les frais funéraires. Les

10 séances de consultation avec un psychologue « sans possibilité de prolongation » lui paraissent également trop peu.

Les appuis à M^{me} Gaston se sont rapidement multipliés au lendemain de son passage remarqué à l'émission. Hier soir, au moment de mettre sous presse, 11 741 personnes s'étaient rendues sur le site de l'Assemblée nationale pour signer la pétition.

La pétition a été parrainée par le député péquiste de Prévost, Gilles Robert. Depuis la mise en ligne de pétitions sur le site de l'Assemblée nationale en 2009, c'est celle pour demander la démission de Jean Charest qui a récolté le plus de signatures: 247 379. Cette pétition avait été parrainée par le député Amir Khadir, un habitué de ce processus. Il en a parrainé 47 en trois ans.

— Avec Daphné Cameron

À Québec, on s'empresse de rappeler que les victimes reçoivent 100 millions de dollars par année en aide et en indemnisation.

selon la contre-expertise commandée par le gouvernement.

Le rapport Lemieux proposait aussi d'augmenter l'aide pour le transport des dépouilles aux funérailles, d'accorder un pouvoir discrétionnaire pour élargir la notion de proche pouvant bénéficier d'aide psychothérapeutique ainsi que de remplacer les rentes viagères par une indemnité

« Mon mandat s'est terminé le jour où j'ai déposé mon rapport », a-t-elle justifié.

« C'est un régime extrêmement coûteux, reconnaît toutefois M^c Lemieux. On est les seuls au Canada à dépenser autant. Plusieurs ministres de la Justice ont demandé à des experts de se pencher sur le régime. Ces rapports ont rarement conclu

CE SOIR
TRAUMA
21H



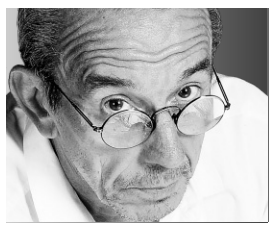
Radio-Canada.ca/trauma



RÉALISATEUR: FRANÇOIS GINGRAS

SANTÉ

L'honneur de la DPJ



PIERRE
FOGLIA
CHRONIQUE

Peut-être que la Direction de la protection de la jeunesse a manqué à son devoir de protection dans le cas des filles Shafia. Pas peut-être, sûrement. Elle le reconnaît elle-même. Et pour cette erreur – quatre morts, quand même –, la DPJ en prend plein la gueule en ce moment.

Samedi, à l'émission *Faut pas croire tout ce qu'on dit*, j'entendais Michel Lacombe étriller la directrice de la protection de la jeunesse pour la (l'ir) responsabilité de la DPJ dans l'affaire Shafia. Et j'entendais ladite directrice promettre un bien plus grande vigilance.

Ça ne me rassure pas tant que ça. Ce surcroît de vigilance, je veux dire.

Parce que je crois la DPJ incompétente de toute façon?

Le contraire. Je vois dans la DPJ un instrument formidablement efficace pour protéger les enfants mal pris, maltraités, en danger. Je vois aussi une job difficile, douloureuse, toujours délicate.

Une ado arabe arrive à

l'école un matin en se plaignant à sa maîtresse que son père veut la forcer à porter le hijab. La maîtresse en réfère à la directrice, qui appelle la DPJ.

Interviendra ou pas? Et comment?

Dans une réserve autochtone, trois enfants négligés par des parents qui ont un grave problème d'alcool. Où placer les enfants? Dans la réserve? Dans une famille d'accueil hors de la réserve?

Une foutue belle job... pour faire des erreurs lourdes de conséquences.

Contrairement aux habituels pourfendeurs de la DPJ, je crois que généralement, lorsque la DPJ déconne, c'est parce qu'elle en fait trop, par excès de zèle. Je suis de ceux qui pensent que parfois, la DPJ se mêle de ce qui ne la regarde pas. La DPJ en fait trop quand elle fouille dans les boîtes à lunch des enfants, quand elle s'énerve pour deux ou trois claques sur la gueule, quand elle tarabuste un couple

qui se baigne nu avec sa petite fille, elle en fait trop quand elle se réfère à la morale, à une hygiène de vie. Quand elle en fait trop, ça ne fait pas les manchettes, la majorité hygiénique est plutôt d'accord.

C'est quand elle n'en fait pas assez qu'elle en prend plein la gueule. Et quand la DPJ en prend plein la gueule – c'est humain –, elle se met à en faire plus et parfois trop.

Une jeune Arabe arrive à l'école un matin en se plaignant à sa maîtresse que son père veut la forcer à porter le hijab.

Ça ne regarde pas la DPJ.

Je n'ai pas peur que la DPJ échappe un autre crime d'honneur, je crains qu'elle en voie partout.

L'innocent

Contador coupable. Armstrong innocent. Ce serait drôle si ce n'était pas si triste. Contador coupable, tout le monde s'en fout. C'est juste une affaire de dope de plus, une affaire pas claire, qui a traîné deux ans.

Pour ajouter à la confusion, le Tribunal arbitral du sport (TAS) déclare Contador coupable d'avoir pris un complément nutritif contaminé. Deux ans pour ça? Il aurait eu quoi si on l'avait reconnu coupable de ce dont tout le monde le

soupçonne vraiment: d'auto-transfusion? Dix ans? ... Je vous signale en passant que l'autotransfusion n'est toujours pas détectable, à moins bien sûr que le coureur soit assez con pour se transfuser son propre sang avec du clenbutérol dedans.

Anyway. Contador coupable, ça ne change rien. D'ailleurs, c'est pas vraiment deux ans; dans moins de sept mois, Contador va gagner le Tour d'Espagne.

Contador, ça ne change rien, alors que Armstrong, ça changeait tout. Ça purifiait l'air. On effaçait sept Tours de France d'un coup. Une vraie catharsis qui aurait purgé le monde du vélo.

Tout ça a commencé il y a 15 ans, quand l'EPO a profondément changé le vélo, les résultats, les règles, l'atmosphère. À mesure que passaient les scandales, les affaires, les Tours de France trichés (tous! mais si, mais si, le dernier aussi), on se disait ah s'il y en avait un, un seul, qui osait parler, tout dire, vraiment TOUT...

Il y en a eu plusieurs. Philippe Gaumont a été un des premiers et récemment, deux Américains se sont mis à nu comme aucun coureur encore jusqu'ici. Floyd Landis et Tyler Hamilton. Landis: j'étais là pendant les

transfusions à Armstrong. Hamilton, lieutenant d'Armstrong: je l'ai vu s'injecter de l'EPO de nombreuses fois.

Il y a quatre jours, la justice américaine renonçait à inculper Armstrong. Mais yé! la justice sportive a pogné Contador. Ce serait drôle si ce n'était pas triste.

SCOTT GOMEZ — Allez-vous bientôt lâcher Scott Gomez?

Dans la victoire, comme dimanche après-midi, la déription se fait légère, le public du Centre Bell s'amuse. O.K., c'est drôle. Il n'a pas compté depuis un an, rions. Mais sur le même sujet, après une troisième défaite de suite, les rires gras à *L'Antichambre*, l'émission d'après match à RDS, commencent à être indécentes. O.K., Scott Gomez n'a pas compté depuis un an et il est payé pareil, mais vous, messieurs Stéphane Langdeau et Michel Bergeron, ça fait quoi, un an, deux, trois, que vous n'avez rien dit d'intelligent?

MADONNA — Et si on mourait parce que les choses auxquelles on tient le plus sont en train de mourir et qu'on serait trop malheureux de vivre sans ces choses-là?

Qu'est-ce qui est en train de mourir pour que me vienne cette hypothèse?

Le sport.

360 CPE VISÉS

Menace de grève nationale vendredi

DAVID SANTERRE

N'en pouvant plus d'attendre la signature d'une nouvelle convention collective, les 2600 travailleurs de 119 centres de la petite enfance du Québec ont fait la grève, hier. Et cela ne pourrait être que le prélude à un débrayage touchant les 360 établissements représentés par la CSN vendredi.

Les employés de la Montérégie, de la Mauricie et du Centre-du-Québec sont descendus dans la rue, tout comme ceux du groupe Montréal-Laval. Ces derniers, environ 700, ont pris leurs pancartes et leurs trompettes pour signifier leur indignation lors d'une marche qui s'est amorcée au square Saint-Louis pour aboutir au parc Émilie-Gamelin, à Montréal.

Cela signifie aussi que des centaines de parents ont dû trouver une solution de rechange pour faire garder leurs enfants.

« Nous avons avisé les parents le 25 janvier que s'il n'y avait pas d'entente à la fin du mois, nous ferions la grève aujourd'hui. Ce n'est pas une grève sauvage, ils étaient au courant et, historiquement, les parents nous appuient », explique Éric Mondou, président du Syndicat des travailleurs des CPE de Montréal et Laval, affilié à la CSN.



PHOTO PATRICK SANFACON, LA PRESSE
Environ 700 travailleurs des CPE de Montréal-Laval ont manifesté leur mécontentement hier.

Il déplore que les employés de garderie soient sans contrat de travail depuis deux ans, et accuse l'Association patronale des CPE de Montréal-Laval de faire traîner les négociations.

« Pour eux, il n'y a pas d'urgence. Il n'y a des rencontres de négociation prévues que les 14 et 29 février », dit-il.

L'Association patronale se défend et renvoie le blâme au syndicat, qui n'aurait déposé ses demandes qu'à l'automne; 85 % des clauses normatives auraient depuis été réglées.

« On a bon espoir d'en arriver à une entente régionale avec les deux journées qui ont été fixées. Il n'y a pas d'enjeu majeur au régional, et le syndicat met dans le pétrin 5000 familles à Montréal et à Laval aujourd'hui. Et elles vont être encore 22 000 dans le pétrin vendredi », déplore Sylvie Rivard, porte-parole de l'Association patronale.

Les enjeux sont divers et la négociation est complexe puisqu'elle se fait sur deux fronts.

Il y a d'abord des négociations

régionales avec l'Association, qui traitent des enjeux normatifs. À Montréal et Laval, la partie patronale souhaite notamment élargir son « droit de gestion ».

À ce chapitre, Éric Mondou décrie une demande qui viserait à mettre un terme aux comités paritaires chargés de recommander les embauches aux conseils d'administration. Actuellement, deux représentants patronaux et deux des employés en sont responsables.

« Ils veulent nous enlever ça et décider seuls », dit M. Mondou.

Dans un second temps, il y a la négociation nationale, avec le gouvernement, qui s'intéresse aux questions pécuniaires.

Pour les grévistes rencontrés à Montréal, cette négociation sera aussi cruciale.

« Ça fait 33 ans que je travaille là et je gagne 21 \$ l'heure. Ça n'est pas beaucoup. Je suis cuisinière, je prépare à manger chaque jour pour 80 enfants. Contrairement à ce que certains croient, je ne fais pas que cuire du macaroni et réchauffer de la soupe. Et je contribue à de nombreuses activités avec les enfants », explique Laure Olivier, du CPE Saint-Édouard, dans l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, à Montréal. Elle note aussi que son salaire n'a pas été indexé au coût de la vie depuis trois ans.

Éric Mondou prévient que si rien ne bouge positivement d'ici à la fin de la semaine, une journée de grève nationale qui pourrait toucher les 360 CPE représentés par la CSN aura lieu vendredi prochain.

Seulement 40 % des CPE sont syndiqués, et pas tous à la CSN. La grève touche donc une fraction seulement de tous les établissements.

AU CŒUR DES NÉGOS

La négociation entre les travailleurs des CPE et la partie patronale n'est pas des plus simples puisqu'il existe 360 conventions collectives différentes et des revendications nationales, en plus des demandes régionales. Félix Cauchy-Charest, au service des communications de la CSN, dresse toutefois un aperçu des clauses au cœur des négociations:

- > définition d'un nombre de congés sans solde et de congés de maladie uniforme pour tous les CPE;
- > reconnaissance de l'ancienneté (notamment pour le choix de vacances);
- > présence de travailleurs aux conseils d'administration des CPE;
- > organisation du travail, par exemple le choix des programmes éducatifs et le nombre de jours pédagogiques dans les CPE.

COURSES À LA CHEFFERIE

Pour plus de transparence, il y a maintenant des règles

Les courses à la direction des partis politiques québécois seront dorénavant soumises à des règles visant à les rendre plus transparentes. Les partis autorisés en vertu de la Loi électorale, ainsi que les partis municipaux, sont visés par ces mesures.

Les candidats seront ainsi assujettis à un encadrement légal concernant le financement et le contrôle de leurs dépenses de campagne. Par exemple, le maximum de contribution de 1 000 \$ s'appliquera aux courses à la chefferie et seuls les électeurs pourront faire des dons.

Tout au long de la campagne, des informations concernant les contributions et les donateurs seront accessibles, soit sur le site Web du

Directeur général des élections, soit dans un document écrit dans le cas d'une campagne à la direction d'un parti municipal.

Des infractions et des amendes substantielles sont prévues pour les cas où les règles ne sont pas respectées.

Pour plus d'information :
ELECTIONSQUEBEC.QC.CA



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Chaque fois, c'est la démocratie qui gagne

Un lac à 4 km sous la glace

Les Russes atteignent le lac Vostok, vieux de 20 millions d'années

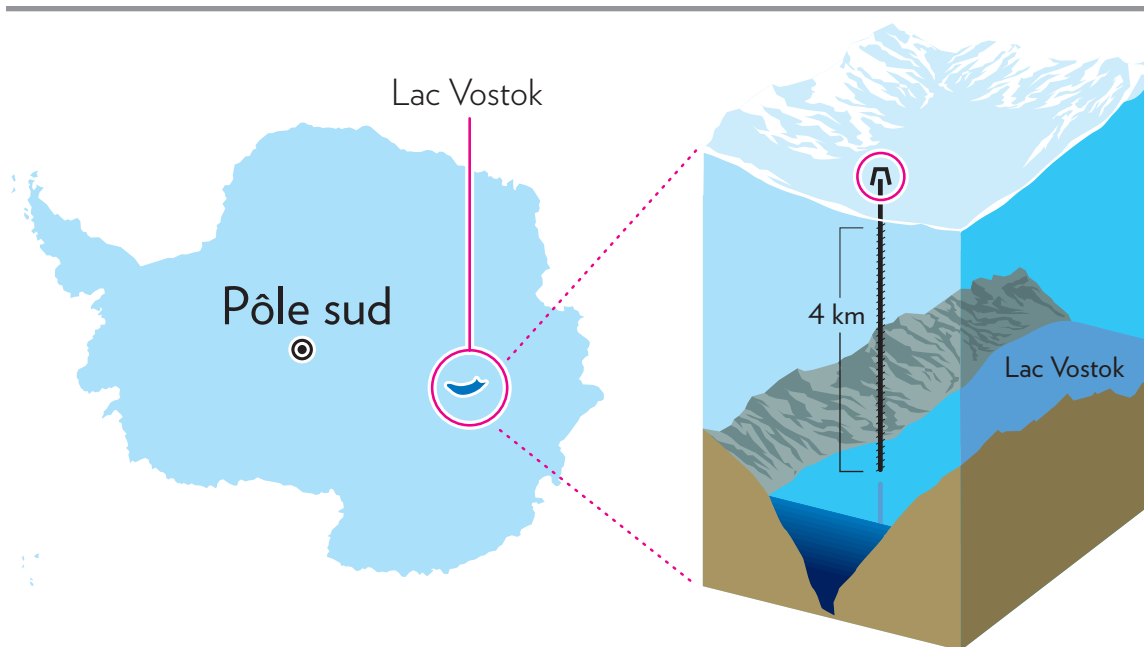
BENJAMIN TANGUAY

Véritable coffre-fort naturel vieux de 20 millions d'années, les 4 kilomètres de glace recouvrant le lac Vostok en Antarctique auraient après 2 décennies de forage été percés par une équipe de chercheurs russes.

« Nos scientifiques ont achevé dimanche les travaux de forage et atteint la surface du lac à 3768 mètres de profondeur », a affirmé une source près de l'équipe de scientifiques à Ria Novoski, une agence de presse russe. La fin de ces travaux de forage commencés en 1989 tombe à point: quelques jours seulement avant la fin de l'été antarctique et l'évacuation forcée des scientifiques.

En étudiant le lac souterrain, les chercheurs espèrent trouver un type de micro-organismes, les extrémophiles, pouvant survivre dans ces conditions difficiles. Ce type d'organisme est très prisé par l'industrie des biotechnologies. De nombreux composés utiles, dont une enzyme utilisée dans les analyses d'ADN, en sont dérivés.

L'étude du lac Vostok permettrait aussi d'en apprendre un peu plus sur le satellite de Jupiter, Europa, où l'on pense que la surface glacée renferme un océan souterrain. « C'est une occasion de comprendre quelles sont les limites de la vie et si elle est possible dans des milieux similaires à Europa », résume Warwick Vincent, microbiologiste et



Après 20 ans de travaux, l'équipe de scientifiques russes a atteint le lac Vostok enfoui sous 4 kilomètres de glace.

directeur scientifique du centre d'étude en Antarctique de l'Université Laval.

Violer l'inviolable

On ne creuse pas quatre kilomètres de glace sans peine. « La glace se comporte un peu comme le beurre derrière le passage d'un couteau et cherche à reprendre [sa place] », explique le directeur de recherche au Laboratoire de glaciologie et géophysique de l'environnement de Grenoble, Jean-Robert Petit. Pour contrecarrer la pression de la glace et éviter que leur puit

de forage ne se referme, les Russes l'ont rempli de kérosène, un liquide reconnu pour son point de congélation extrêmement bas.

Le choix du kérosène inquiète énormément la communauté internationale. Les Russes assurent avoir changé de fluide de forage pour les derniers mètres et pris les mesures nécessaires pour éviter la contamination chimique et bactériologique, mais plusieurs chercheurs ne sont pas rassurés pour autant.

« C'est très excitant, mais c'est très inquiétant en même

temps, explique Warwick Vincent. Les Russes sont au courant des risques de contamination associés à leurs activités, mais on ne sait pas si les mesures de sécurité qu'ils ont prises sont adéquates. »

Même son de cloche de la Coalition pour l'Antarctique et l'océan Austral. L'organisation non gouvernementale aurait préféré que l'on teste d'abord la technique de forage sur un lac plus petit et moins important. « On ne dit pas de ne pas creuser, mais c'est important pour la science que les choses

soient bien faites parce qu'on n'aura pas de deuxième chance, prévient la directrice au secrétariat de la Coalition pour l'Antarctique et l'océan Austral, Claire Christian. On ne peut pas attendre un autre 20 millions d'années supplémentaires pour que le lac se nettoie. »

Science contre politique

Pour le glaciologue Jean-Robert Petit, les scientifiques risquent de ne rien retirer de Vostok. Pour lui, l'aventure russe tient plus du coup d'éclat politique que de l'amour de la science, comme en témoigne leur empressement à creuser malgré les risques. « C'est un peu comme pour la course vers l'espace des années 60. On cherche à en mettre plein la vue. » Contrairement à ce que pense le microbiologiste Warwick Vincent, M. Petit croit que l'oxygène dissous dans les eaux du lac Vostok le rend stérile à la vie. « J'espère vraiment qu'ils feront une découverte utile pour la science », conclut-il, dubitatif.

— Avec l'AFP

EN CHIFFRES

3^e étendue d'eau douce du monde.
3 fois la quantité d'eau du lac Ontario
Un lac prisonnier des glaces depuis 20 millions d'années
3768 mètres de profondeur

L'expulsion de Mugesera a coûté plus de 180 000 \$

EXCLUSIF

ANABELLE NICOU

L'expulsion de Léon Mugesera a coûté plus de 180 000 \$ au Canada, a-t-on appris hier grâce à une information obtenue en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Le présumé penseur du génocide rwandais a été renvoyé vers son pays d'origine le 23 janvier. Plutôt que d'emprunter un vol commercial, trois « employés accompagnateurs » canadiens ont accompagné M. Mugesera à Kigali à bord d'un avion nolisé.

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC), chargée de la mise à exécution des mesures de renvoi, a facturé 162 000 \$ pour les frais d'avion pour l'aller-retour Montréal-Kigali, et 19 700 \$ pour ceux liés aux trois fonctionnaires qui ont participé au voyage, selon le document envoyé à La Presse.

Léon Mugesera a été inculpé au Rwanda pour planification du génocide de 1994, incitation à prendre part au génocide et distribution d'armes, la semaine dernière. Il doit comparaître en cour le 2 avril.

Mais pour l'instant, l'ancien résident de Québec n'a pu se

Trois employés canadiens ont accompagné M. Mugesera à Kigali à bord d'un avion nolisé.

doter que d'un avocat « provisoire » au Rwanda, selon son avocat canadien, M^c Guy Bertrand, qui le représente bénévolement depuis plus de 15 ans.

Selon lui, Léon Mugesera n'a pas les ressources financières pour s'offrir un avocat à long terme. « Il n'y a pas d'aide juridique au Rwanda et nous sommes placés devant



PHOTO STEVE TERRILL, ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE
Léon Mugesera, à son arrivée à Kigali, au Rwanda, le 24 janvier dernier.

un vrai dilemme », dit M^c Bertrand, qui envisage d'organiser éventuellement des collectes de fonds au profit de son client ou de solliciter l'aide d'Avocats sans frontières.

Au Canada depuis 1993

Pendant 16 ans, Léon Mugesera a tenté d'éviter l'expulsion vers le Rwanda.

Reçu comme réfugié avec sa femme et leurs cinq enfants au Canada en 1993, Léon Mugesera a été interdit de territoire trois ans plus tard. La cause: un discours prononcé en 1992 au Rwanda, qualifié d'incitation à la haine et au génocide par le Canada. Le Rwandais a toujours nié avoir tenu un rôle dans le génocide.

Le bras de fer avec les autorités canadiennes s'est poursuivi devant la Cour suprême qui, en 2005, a confirmé son renvoi. Pendant près de sept ans, le Canada a ensuite jaugé les risques que courait M. Mugesera au Rwanda, où il était l'un des criminels les plus recherchés.

En décembre, à la surprise de sa famille, le gouvernement conservateur a décidé que M. Mugesera pouvait être expulsé au Rwanda, où il aurait droit à un procès juste et équitable.

À Québec, ses proches et son avocat croient toutefois que le régime de Paul Kagame va tout faire pour démontrer que M. Mugesera a été l'architecte du génocide, quitte à utiliser de faux témoignages et à fabriquer des preuves à charge.

Les accusations qui pèsent contre Léon Mugesera sont « farfelues, illusoire et venues d'un autre monde », croit M^c Bertrand.

« On est en train de fabriquer un « Hitler des temps modernes », peste-t-il.

Le ministre de l'Immigration, Jason Kenney, a salué l'expulsion de M. Mugesera qui prouve, selon lui, que le Canada n'est pas un « dépotoir ni un refuge pour les malfaiteurs du monde ».

— Avec la collaboration de William Leclerc



Placements, REER, CELI, retraite, immobilier...

DES CONSEILS D'EXPERTS

CHAQUE SOIR CETTE SEMAINE,
nos experts invités parlent de questions qui vous préoccupent.
Ne vous privez pas de leurs conseils!

Clavardage après chaque émission
@ Radio-Canada.ca



RDI ÉCONOMIE
18 H 30

Réalisation: Sylvain Lampron

ACTUALITÉS

10 000 \$ par jour pour surveiller Occupons Montréal

L'occupation du square Victoria a coûté 428 000 \$ à la Ville

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Discrets tout au long de l'occupation du square Victoria, les policiers montréalais étaient malgré tout bien présents lors du mouvement Occupons Montréal. Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) affirme avoir dépensé près de 10 000 \$ par jour pour surveiller le campement des indignés, érigé pendant 42 jours au centre-ville.

« Les coûts pour la surveillance policière lors du mouvement Occupons Montréal se sont élevés à 403 135,84 \$ », a répondu le SPVM à une demande d'accès à l'information de *La Presse*. Ces coûts viennent s'ajouter aux 25 000 \$ dépensés pour l'opération de nettoyage du square Victoria à la suite de l'expulsion des manifestants. Pas moins de 27 fonctionnaires ont été mobilisés le 25 novembre pour démanteler les quelque 200 tentes et abris improvisés du campement. La facture totale pour la Ville de Montréal entraînée par la présence d'Occupons Montréal s'élève ainsi à 428 000 \$.

Le SPVM n'a pas détaillé dans sa réponse comment il a dépensé ces sommes. Les indignés avaient toutefois rapporté que deux agents de liaison du SPVM les visitaient quotidiennement pour discuter des problèmes de sécurité. Des voitures de police étaient également visibles jour et nuit dans le secteur, mais restaient à bonne distance des manifestants.

Problèmes de sécurité

Malgré la présence policière,



PHOTO MARCO CAMPANOZZI, ARCHIVES LA PRESSE
Pas moins de 27 fonctionnaires ont été mobilisés le 25 novembre pour démanteler les quelque 200 tentes et abris improvisés du campement à Montréal (notre photo). L'opération de nettoyage du square Victoria à la suite de l'expulsion des manifestants a coûté à elle seule 25 000 \$.

plusieurs occupants s'étaient plaints d'importants problèmes de sécurité. Le campement avait attiré de nombreux sans-abri et des personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie. L'expulsion des indignés avait d'ailleurs été décidée par l'administration Tremblay en raison des débordements observés dans les derniers jours du mouvement.

Les coûts de la surveillance policière à Montréal

restent néanmoins inférieurs à ceux observés à Toronto et Vancouver. Le service de police de la métropole canadienne affirme avoir dépensé 661 500 \$ pour assurer une présence policière au parc St. James pendant ses 39 jours d'occupation. La facture totale pour la Ville de Toronto s'est élevée à 714 000 \$, une fois les frais pour l'opération de nettoyage du camp comptabilisés.

La facture a été nettement plus salée à Vancouver, où les

coûts frôlent le million. En 37 jours d'occupation, la police locale estime avoir dépensé à elle seule 590 000 \$ pour la surveillance du camp. Ces frais élevés s'expliquent par les heures supplémentaires payées aux policiers. La Ville avait en effet demandé à son groupe anti-meute de rester disponible afin d'intervenir lors des nombreuses manifestations improvisées que les indignés ont organisées au cours de leur occupation.

Le mouvement d'occupation a coûté nettement moins cher aux citoyens d'Ottawa et de Québec. Dans la capitale canadienne, la Ville estime avoir dépensé 24 000 \$ en surveillance policière. L'expulsion des manifestants explique à elle seule les deux tiers de cette facture. Ottawa n'a toutefois pas dévoilé combien lui avait coûté l'opération de nettoyage.

Une aubaine à Québec

À Québec, la Ville évalue à 42 000 \$ le total des coûts tout au long de l'occupation. Cette somme inclut autant la présence policière que le salaire des cols bleus qui ont nettoyé le jardin Saint-Roch au lendemain de l'éviction des manifestants. Très peu d'agents ont été monopolisés par l'occupation, explique un porte-parole municipal. En fait, Québec avait demandé aux policiers qui patrouillaient habituellement dans le quartier de s'assurer de la quiétude du campement. « On n'avait pas besoin d'une présence policière 24 heures sur 24. L'endroit ne s'était pas transformé en soupe populaire », expose Jacques Perron, porte-parole de la Ville.

La capitale québécoise évalue que, dans les derniers jours de l'occupation, à peine une dizaine de personnes résidaient en permanence sur les lieux. Et ce, même si 28 tentes étaient encore présentes.

– Avec William Leclerc

COÛTS OCCASIONNÉS AUX VILLES PAR L'OPÉRATION « OCCUPY »

- > Vancouver: 981 102 \$ pour 37 jours
- > Toronto: 714 000 \$ pour 38 jours
- > Montréal: 428 000 \$ pour 42 jours
- > Québec: 42 000 \$ pour 38 jours
- > Ottawa: 23 000 \$ pour 39 jours

EN BREF

SAGUENAY

Fils accusé du meurtre de son père

Un homme a été accusé du meurtre prémédité de son père, hier matin, au palais de justice de Chicoutimi. Pascal Blanchette est soupçonné d'avoir poignardé samedi son père, Jean-Guy Blanchette. Les deux hommes vivaient ensemble depuis plusieurs années. L'avocat de l'accusé, M^e Michel Boudreau, a confirmé que le contenu du compte Facebook de son client sera considéré comme un élément d'enquête. Sur sa page, Pascal Blanchette, 40 ans, indiquait qu'il était de plus en plus difficile pour lui de s'occuper de son père handicapé, qui souffrait de cécité. Samedi soir, à la suite d'indications de l'accusé, le corps de M. Blanchette, âgé de 68 ans, a été découvert à son domicile rue Racine Ouest, à Saguenay.

– La Presse Canadienne



PHOTO JEANNOT LÉVESQUE, LE QUOTIDIEN

CALGARY

Un homme déclaré coupable de voies de fait grave

Dustin Paxton a été reconnu coupable de voies de fait graves par une juge albertaine, hier. La juge Sheilah Martin a affirmé que les preuves démontraient amplement que Paxton utilisait sa victime comme un domestique et « objet à torturer ». Toutefois, la juge a tranché en faveur de Paxton au sujet du chef d'accusation de séquestration. L'homme de 34 ans avait été formellement accusé de voies de fait graves, séquestration et agression sexuelle en août 2010, quatre mois après que son colocataire eut été admis dans un hôpital de Regina couvert d'ecchymoses, ensanglanté et le visage émacié.

– La Presse Canadienne

QUÉBEC

Quatre ans de pénitencier pour une ex-infirmière

Émilie Boutin, une ex-infirmière de 25 ans originaire de Saint-Agapit, a été condamnée hier, au palais de justice de Québec, à quatre ans de pénitencier pour conduite avec facultés affaiblies ayant causé la mort d'une motocycliste et des blessures aux trois personnes qui l'accompagnaient.

– La Presse Canadienne



PHOTO ARCHIVES LE SOLEIL

CONSTRUCTION

Le procès de Rambo peut reprendre

Le procès de Bernard Gauthier, dit Rambo, accusé d'intimidation envers des travailleurs de la construction, pourra se poursuivre au palais de justice de Sept-Îles. Le procès a dû être interrompu hier matin à la suite d'une requête de l'avocat de l'accusé qui avait demandé un arrêt des procédures pour cause de « d'ingérence politique ». Le juge Michel Babin a rejeté ces prétentions, qui soutenaient que la ministre du Travail, Lise Thériault, avait « présupposé » de la culpabilité de son client dans des propos qu'elle a rendus au *Devoir* la semaine dernière.

– La Presse Canadienne

100^e ÉMISSION

Trois journalistes donnent leur corps à la science



CE SOIR 19 h
LE CODE
CHASTENAY

telequebec.tv

AVEC PIERRE CHASTENAY

À L'OCCASION DE LA 100^e ÉMISSION, TROIS JOURNALISTES FONT DÉCODER LEUR GÉNOME ET EN DÉVOIENT LES RÉSULTATS.

AUSSI : L'ADN COMME « MATÉRIAU DE CONSTRUCTION »



Télé-Québec

L'AUTRE TÉLÉ

Des filles et des ponts



**RIMA
ELKOURI**
CHRONIQUE

Sur l'image, un pont, deux rives. Elsy a tendu cette image à 10 jeunes filles d'origine arabe. « Qu'est-ce que vous voyez? »

Elles ont vu un pont et deux rives. « Si je vous dis "culture québécoise" et "culture arabe"? »

– On pourrait placer la culture québécoise d'un côté et la culture arabe de l'autre.

– Et entre les deux?

On pourrait voir un gouffre. Ou des rapides furieux... « Moi, je veux les amener à prendre conscience qu'en tant qu'adolescentes, elles se trouvent à être des ponts entre deux cultures. Ce qui est difficile », dit Elsy.

Elsy Fneiche a 25 ans. Elle est étudiante de dernière année en psychoéducation. D'origine libanaise, arrivée ici à l'âge de 2 ans. Musulmane, voilée et maquillée. Pour des adolescentes en crise identitaire, elle est tel un garde-fou sur un pont.

Dans la très multiethnique école secondaire Saint-Maxime, à Laval, Elsy a mis sur pied un projet fort intéressant pour aider des jeunes en crise identitaire à trouver un équilibre entre les valeurs de

la société d'accueil et celles de la maison. Un projet-pilote qui mériterait d'être reproduit dans d'autres communautés tant il vient combler un vide.

De nombreux projets existent déjà pour l'accueil des immigrants. D'autres veillent à leur intégration. Mais rares sont ceux qui touchent précisément la crise identitaire chez les adolescents immigrants. Celui-ci est fabuleux, m'a dit Mylène Quintal, l'enseignante qui m'a suggéré de rencontrer Elsy.

Comme l'a montré de façon horrible le procès Shafia, les conflits intergénérationnels peuvent devenir, dans des cas extrêmes, le terreau de tragédies. Pour Elsy, qui a été bouleversée par la tragédie des filles Shafia, il importe de ne pas attendre des situations aussi dramatiques pour s'occuper non seulement des difficultés d'intégration des ados immigrants, mais aussi de celles des parents. « Il y a tellement de travail à faire auprès des parents, dit-elle. C'est immense. »

Au départ, pour ce projet, Elsy avait ciblé les jeunes filles arabo-musulmanes, car les étu-

des disent que ce sont elles qui sont le plus stigmatisées et qui vivent le plus difficilement le choc des cultures. Mais au fil des rencontres qu'elle animait, des filles arabo-chrétiennes sont aussi venues cogner à sa porte, manifestant le désir de se joindre à la discussion. Toutes ont parlé des pressions qu'elles subissaient pour différentes raisons. Parce qu'elles veulent s'habiller de façon sexy, parce qu'elles veulent sortir, parce qu'elles veulent fréquenter des garçons, parce qu'elles ne veulent pas porter le voile...

se culpabilisent beaucoup, ont parfois même des idées suicidaires. Elsy a rencontré des filles qui pensaient se suicider parce qu'elles avaient un amoureux. Elles craignaient par-dessus tout le jugement de la communauté. « Les parents imprègnent beaucoup à leurs enfants l'idée qu'il faut faire des choses pour faire plaisir à la communauté. Ils leur disent: "Même si moi, je sais que tu ne fais rien de mal, les gens ne le savent pas. C'est préférable de ne pas le faire..." »

Le simple fait de parler de leurs problèmes est déjà un bon pas. Elles réalisent qu'elles ne sont pas seules. « Il y a culturellement une certaine gêne. Ce sont des filles qui vont beaucoup travailler à avoir l'air de "bonnes filles". Elles ne vont pas parler des dilemmes qu'elles vivent. »

Le discours de ces adolescentes a rappelé à Elsy ses 15 ans. « J'avais toujours une image négative de moi-même, toujours un discours culpabilisant sur moi-même. Pas nécessairement à cause de ce que mes parents me disaient. Mais indirectement, d'entendre des parents dire entre eux: "Elle est une mauvaise fille parce qu'elle n'est plus vierge, elle est une mauvaise fille parce qu'elle est amoureuse..." Même quand ça ne les concerne pas personnel-

Dans la très multiethnique école secondaire Saint-Maxime, à Laval, Elsy Fneiche a mis sur pied un projet fort intéressant pour aider des jeunes en crise identitaire à trouver un équilibre entre les valeurs de la société d'accueil et celles de la maison.

« En plus de la crise identitaire normale de l'adolescence, il y a la crise culturelle, où l'adolescent se sent pris entre deux cultures, explique Elsy. Étant donné que les jeunes s'intègrent plus rapidement que les parents – on l'a beaucoup vu dans le procès Shafia –, l'adolescent va s'identifier à des schèmes plus québécois alors que le parent va s'identifier à des schèmes plus traditionnels. Ce qui va causer beaucoup de disputes entre les deux. »

Les adolescentes en crise identitaire ont souvent une piètre estime d'elles-mêmes,

dans de tels cas, si l'adolescent ne reçoit pas d'aide, il aura tendance à résoudre la crise de façon inappropriée, en allant vers des extrêmes. Soit en rejetant complètement sa culture d'origine, soit en rejetant complètement la culture d'accueil pour se réfugier dans sa culture d'origine. Elsy essaie plutôt d'amener les adolescentes qu'elle rencontre à déconstruire les pensées irrationnelles, à reconstruire leur confiance en elles-mêmes, à trouver un équilibre. À voir le pont comme un endroit qui leur donne aussi la chance de tirer le meilleur des deux mondes.

lement, les jeunes filles s'approprient ces discours et se mettent de la pression elles-mêmes. »

Le fait d'avoir une intervenante de la même culture qui leur dit que non, elles ne sont pas des mauvaises filles, améliore l'efficacité de la démarche. Les adolescentes sont alors plus réceptives. Elles se disent qu'Elsy comprend vraiment ce qu'elles vivent. Elle sait que l'on peut faire des ponts où les rapides sont furieux*.

* Je trafique ici un vers de la chanson *Moi, Elsie*, d'Elisapie Isaac (paroles de Richard Desjardins).

VENTE DU RESTAURANT SCHWARTZ'S

René Angélil parmi les acheteurs?

ÉMILIE BILODEAU

Le restaurant de viandes fumées Schwartz's serait sur le point de changer de main. Un groupe d'investisseurs, dont fait partie l'impresario René Angélil, aurait conclu ou serait sur le point de conclure l'achat du célèbre restaurant de la *Main*.

L'agent d'artistes et mari de Céline Dion se lancerait dans l'aventure avec son cousin Paul Sara, avec qui il avait démarré la chaîne de restaurants Nickels dans les années 90. Le principal investisseur dans cette transaction serait Paul Nakis, qui possède des parts dans les restaurants Bâton Rouge et dans le pub Sir Winston Churchill, situé rue Crescent.

Toutes les personnes participant à la transaction, y compris le propriétaire de l'établissement depuis 1999, Hy Diamond, ont refusé de répondre à nos questions hier. Une entente de confidentialité lierait les investisseurs.

Garry Beitel, qui s'est plongé pendant un an dans l'univers du petit restaurant pour réaliser le documentaire *Chez Schwartz's*, croit que l'âge avancé du propriétaire pourrait être la raison qui justifierait la vente. Hy Diamond serait âgé d'au moins 80 ans.

Comme plusieurs internautes sur les médias sociaux, M. Beitel craint que les futurs propriétaires décident d'ouvrir d'autres succursales. « On se demande s'ils sont en train d'acheter ça parce qu'ils veulent ouvrir des franchises à Toronto, New York, Chicago, Paris. Est-ce que ça va diluer l'authenticité du seul endroit du monde qui sert le sandwich au *smoked meat* Schwartz's? Peut-être aussi qu'ils veulent protéger le monument qui est une fierté pour plusieurs personnes. »

M. Beitel s'inquiète de voir que certains investisseurs travaillaient déjà dans le domaine des franchises. Il croit que les acquéreurs voudront rentabiliser leur achat évalué à 10 millions de dollars, selon le Huffington Post Canada.

PRUDENT? APPELEZ LA SÉCURITÉ.

ÉPARGNE
PLACEMENTS
QUÉBEC

VOTRE
REER
GARANTI
À 100 %

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

BONI DE
1%

la première année pour les nouveaux fonds REER, FERR, CRI et FRV.

Ouvert du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h, et les samedis de février, de 10 h à 16 h.

Épargne
Placements

Québec

POLITIQUE

Le dossier de santé d'un simple clic

Au tour des Montréalais de voir leur dossier médical informatisé

SARA CHAMPAGNE

Après d'innombrables retards, un rapport dévastateur du vérificateur général du Québec en 2010 et des révisions de coûts constamment à la hausse, le Dossier santé du Québec (DSQ) sera finalement déployé dans la région de Montréal au cours des prochains mois. Et cette fois, le projet de relier les pharmacies, les laboratoires et les départements de radiologie est tellement concret qu'une lettre de consentement est sur le point d'être envoyée à 1,9 million de résidents de l'île de Montréal, avec en priorité ceux du centre-ville.

Fraîchement revenu d'un voyage en Inde, le ministre de la Santé, Yves Bolduc, en a fait l'annonce hier après-midi, en compagnie de David Levine, le président-directeur général de l'Agence de santé et des services sociaux de Montréal. La métropole est la cinquième région visée par ce vaste projet d'informatisation du réseau de la santé, après Québec, l'Estrie, Lanaudière et la région de la Capitale-Nationale.

Au total, le projet de déploiement du DSQ est évalué à 500 millions de dollars et doit se concrétiser d'ici la fin de 2015. La phase annoncée hier coûtera à elle seule 10 millions pour Montréal, et 50 millions pour toute la province. Une partie du financement provient du gouvernement, l'autre de l'Agence, et une autre part doit provenir du gouvernement fédéral.

Éviter les erreurs

Le ministre Bolduc a expliqué qu'à partir du 30 mars prochain, un dossier informatique sera constitué pour toutes les personnes inscrites au régime d'assurance maladie du Québec dont la résidence principale est à Montréal, à moins d'un refus. Le système d'exploitation utilisé est Oasis. « Il permettra au personnel de la santé d'offrir de meilleurs soins, a-t-il assuré. Il y aura aussi moins



Le ministre Yves Bolduc et le directeur de l'agence de santé de Montréal, David Levine, ont annoncé hier la mise en branle du dossier de santé informatisé.

de doublages dans les prescriptions ou les analyses en laboratoire. » Ainsi, les médecins pourront rédiger des ordonnances électroniques qui pourront, avec le consentement des patients, être récupérées par les pharmaciens.

M. Levine a pour sa part admis qu'il s'agit d'un dossier « complexe à mettre en place, compliqué, mais essentiel ». « L'informatisation va permettre d'éviter des erreurs médicales », a-t-il insisté. La tâche est effectivement colossale pour Montréal, puisqu'il est question ultimement de relier 428 pharmacies, 325 cliniques (groupe de médecine de famille [GMF] et réseau), sans oublier les quelque 43

établissements de santé de Montréal (hôpitaux, CHSLD, centres de réadaptation, etc.).

À terme, le gouvernement estime que cette nouvelle phase fera doubler le nombre de dossiers électroniques constitués à ce jour, en portant leur nombre à plus de 3,4 millions à la grandeur du Québec.

Quant aux patients, ils pourront consulter eux aussi leur dossier médical par l'entremise d'un établissement de santé, assure le gouvernement. Les gens qui décideront de revenir sur leur décision et de ne pas avoir un dossier informatisé pourront aussi s'en prévaloir en remplissant un formulaire à <https://refus.dossierdesante.gouv.qc.ca>

UNE SUITE DE CONTROVERSES

Lancé en 2006, l'ambitieux projet d'informatisation des dossiers de santé des Québécois, évalué à 500 millions, devait être en place en 2010. Mais en mai 2010, à la suite d'un rapport dévastateur du vérificateur général du Québec critiquant la gestion du DSQ et la « mise en danger » de « la pérennité des investissements », le ministre de la Santé, Yves Bolduc, a annoncé qu'il ne serait pas en place avant 2015. De nombreux facteurs expliquent ces retards, par exemple la mise au point de « visualiseurs » nécessaires à la lecture des dossiers, de même que les systèmes pour en assurer la plus stricte confidentialité. Des ententes ont aussi dû être conclues, notamment avec les pharmaciens communautaires, pour le déploiement à l'échelle du Québec. D'ici à la fin de la session parlementaire, il est prévu d'adopter un projet de loi sur le partage de l'information de dossiers. La Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ) fait partie de ces négociations, et pour l'instant les ficelles ne sont pas toutes attachées, a précisé hier le ministre Bolduc. Depuis l'annonce du déploiement du DSQ, quatre hauts dirigeants du projet ont démissionné.

— Sara Champagne

MÉDECINS ET ENSEIGNANTS

La CAQ veut rouvrir les conventions collectives

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Un gouvernement de la Coalition avenir Québec (CAQ) compte rouvrir les conventions collectives conclues récemment avec les médecins et les enseignants, une modernisation nécessaire pour que ces deux groupes soient plus efficaces, a prévenu hier soir François Legault.

Pour son premier ralliement en tant que chef de parti, l'ex-ministre péquiste a choisi Québec, un terrain fertile pour l'ancienne Action démocratique du Québec. Dans un discours enflammé devant 300 militants — mais dans une salle qui aurait pu contenir le double —, M. Legault a attaqué avec vigueur Jean Charest, le « beau parleur », qui se contente « d'un slogan et d'un concept de marketing, le Plan Nord », et de « comités », quand le Québec perd 45 000 emplois en un an.

Selon le chef de la CAQ, « le Nord va se développer, avec ou sans son slogan. Mais, il

ne faudrait pas que ce soit à n'importe quel prix et, surtout, pas au profit, strictement, des étrangers ».

Québec promet d'augmenter les redevances sur les richesses naturelles, mais cela reste

« Les médecins devront accepter qu'on modernise l'organisation du travail. Il va falloir rouvrir des conventions collectives et les réécrire en les conjuguant au XXI^e siècle. » — François Legault, chef de la CAQ

insuffisant. « Les Québécois ressentent un malaise devant l'éventualité de voir encore plus de nos matières non renouvelables prendre le bateau pour aller alimenter des usines ailleurs dans le monde », constate François Legault.

Surtout, il a clairement indiqué qu'il entend revoir les ententes signées récemment avec les médecins. Les omnipraticiens, d'abord, devront accepter de s'engager à traiter un certain volume

de patients, explique-t-on dans son entourage. Un tel plan de match était « implicite », mais la « réouverture » des ententes n'avait pas été aussi clairement évoquée à ce jour, a expliqué un membre influent de la CAQ.

Quant aux enseignants, « ils devront accepter qu'on puisse évaluer la qualité de l'enseignement qu'ils donnent, afin qu'ils puissent continuellement l'améliorer », indique M. Legault.

« Les médecins devront accepter qu'on modernise l'organisation du travail. Il va falloir rouvrir des conventions collectives et les réécrire en les conjuguant au XXI^e siècle », prévient le chef de la CAQ.

Cette sortie publique tombait

à point nommé, car des sympathisants s'inquiétaient de l'absence de M. Legault depuis les derniers jours. Aujourd'hui, il participera au caucus préséance de ses députés à Québec.

Le chef de l'aile parlementaire, Gérard Deltell, a reconnu que les reportages des derniers jours ont fait mal: 46 contributeurs à la CAQ proviennent du même bureau d'avocats et on a diffusé des listes de donateurs truffées d'erreurs concernant l'ancien OSBL. « On a fait des erreurs de débutants. Il vaut mieux le reconnaître plutôt que de tricoter des réponses pour faire croire qu'il ne s'est rien passé », a dit M. Deltell.

Selon M^c Mario Charpentier, responsable du financement, les 46 contributeurs de son bureau, BCF, ont agi dans la plus totale légalité. Ils ont contribué pour un peu plus de 400\$ en moyenne. Or, durant la campagne électorale de 2007, d'autres cabinets ont donné trois fois plus par personne à la campagne d'André Boisclair, a-t-il relevé.

Selon M. Legault, il faudra hausser le salaire des enseignants de 20% pour les inciter à se dépasser. Cela « va demander beaucoup d'argent: près de 1 milliard de dollars. Un milliard de dollars que nous allons récupérer en améliorant la productivité d'Hydro-Québec et en abolissant les commissions scolaires, qui sont devenues aujourd'hui un palier bureaucratique désuet et coûteux », a-t-il soutenu, soulignant des applaudissements spontanés de la salle.

La Coalition « sera le parti de la responsabilité », a-t-il promis, avant de souligner que « quand 20% des élèves décrochent au secondaire, quand on attend deux ans pour subir des examens médicaux importants, quand nos viaducs tombent et que nos routes deviennent dangereuses, on tient les élus responsables. On exige des comptes ».

Langue

Plus qu'à l'habitude, M. Legault a insisté sur la défense du français, se disant « inquiet de la situation à Montréal ». « Nous avons raison, comme Québécois, de nous soucier de la préservation de notre langue, de notre culture et de notre identité », a-t-il lancé. Au Québec, on trouve « le seul gouvernement en Amérique qui représente une majorité de francophones. Il a un devoir de défendre l'identité de la nation québécoise ». Or, selon lui, « le gouvernement libéral a manqué à son devoir de protéger notre identité en laissant plusieurs commerces de Montréal négliger de servir leurs clients en français ».

Aussi, le gouvernement Charest a permis « à ceux qui en ont les moyens de s'acheter un droit pour aller à l'école anglaise, en pleine contradiction avec les principes de la Charte de la langue française ». « Pour nous, ce passe-droit est inacceptable », a martelé M. Legault.

AVIS DE RAPPEL DE SÉCURITÉ

Toyo Tires procède à un rappel de sécurité du modèle de pneu suivant :

Marque, modèle	ToyoMD ExtensaMD A/S
Dimension (indice de charge/cote de vitesse)	P225/60R16 97T
Numéro d'identification du pneu	(TIN)73A6H2N3809 jusqu'à 73A6H2N4410

Veuillez vérifier si vous possédez l'un de ces pneus en lisant les inscriptions sur le flanc. Ces pneus ont été fabriqués en Géorgie aux États-Unis, et portent l'inscription « Made in U.S.A. ».

Une fissure dans la zone du talon à proximité de la jante peut apparaître sur certains de ces pneus. Si une fissure se forme sans qu'elle soit détectée, le pneu pourrait éclater, causer une perte de contrôle du véhicule et entraîner des blessures, et même la mort.

Les pneus rappelés seront remplacés sans frais, montage, équilibrage et taxes compris. La date butoir pour donner suite à ce rappel est le 31 mai 2012, par conséquent, veuillez ne pas tarder.

Si vous possédez un pneu rappelé, veuillez contacter votre détaillant ou le détaillant Toyo autorisé le plus proche au 877-682-8696 de 7 h à 16 h HNP.

Vous pouvez également consulter le site www.toyotires.ca pour de plus amples renseignements sur le rappel.

Résultats des tirages du : 2012-02-06

2 3 7 V A

01 03 08 14 15 23 27 30 33 34
36 38 41 50 51 55 61 66 68 70

3 232
4 2735

11 12
23 25 28

Astro Jour - Mois - Année - Signe
09 JUIN 42 TAUREAU

Extra 6646578

Du 2 au 10 février, lots 50 % plus gros*. Aujourd'hui, la mise 7 est bonifiée.

*Pour un sélection gagnante correspondant à la mise en boni du jour.

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

0\$ D'ACOMPTE À LA LOCATION

Transport et préparation inclus (droits, TPS et TVQ en sus)



Modèle 4RM V6 Sport illustré



Modèle SE illustré



Modèle XRS illustré

RAV4 2012
Louez le RAV4 2RM 2012
à partir de
322\$*
PAR MOIS
LOCATION 60 MOIS

YARIS HATCHBACK 2012
Achetez la YARIS HATCHBACK CE 2012
à partir de
15 415\$†
Transport et préparation inclus
(droits, TPS et TVQ en sus)

MATRIX 2012
Louez la MATRIX À TRACTION AVANT 2012
à partir de
227\$*
PAR MOIS
LOCATION 60 MOIS

**POURRIEZ-VOUS ROULER EN TOYOTA?
J'AI BESOIN DE VACANCES.**



Modèle XRS illustré

COROLLA 2012
Louez la COROLLA CE 2012 à partir de
199\$*

SEULEMENT AU QUÉBEC
PAR MOIS, LOCATION 60 MOIS

TOYOTA
SERVICES FINANCIERS

PEA
DIPLOMÉS

LA REMISE AUX
DIPLOMÉS

Remise additionnelle
disponible avec le programme

FAITES
DE LAIR!



Le montant exigé avant le début de la période de location est de 199 \$ / 226,99 \$ / 322,20 \$. Les prix suggérés du fabricant des modèles Corolla CE 2012 (BU42EM AA), Matrix manuelle à traction avant 2012 (RU4EEM AA) et RAV4 2RM 2012 (ZF4DVP AA) de base neufs en stock sont de 16 915 \$ / 18 260 \$ / 26 600 \$, montants qui incluent des frais de transport et de préparation de 1 465 \$ / 1 465 \$ / 1 635 \$ et la taxe sur le climatiseur de 0 \$ / 0 \$ / 100 \$. Les prix suggérés du fabricant des modèles illustrés Corolla XRS 2012 (BE40EM AA), Matrix XRS 2012 (ME4EEM AA) et RAV4 4RM V6 Sport 2012 (RK4DVA AA) neufs en stock sont de 26 405 \$ / 25 720 \$ / 34 300 \$, montants qui incluent des frais de transport et de préparation de 1 465 \$ / 1 465 \$ / 1 635 \$ et la taxe sur le climatiseur de 100 \$. † Les prix suggérés du fabricant du modèle Yaris Hatchback CE 2012 (JTUD3M AA) de base et du modèle illustré Yaris Hatchback SE 2012 (KTUS3M AA) neufs en stock sont de 15 415 \$ / 20 515 \$, montants qui incluent des frais de transport et de préparation de 1 425 \$ et la taxe sur le climatiseur de 0 \$ / 100 \$. † Une initiative de l'AQLPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fonds vert. Pour plus d'information, visitez le www.faitesdelair.org. ** La remise aux diplômés (jusqu'à 500 \$) peut différer selon le modèle.

toyotaquebec.ca

LES CONCESSIONNAIRES DU QUÉBEC

TOYOTA
faire toujours mieux

POLITIQUE

Un conservateur relance le débat sur l'avortement

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Un député conservateur tente de relancer le débat sur l'avortement au Parlement. L'Ontarien Stephen Woodworth a présenté une motion à la greffière de la Chambre des communes, hier, dans laquelle il propose de mettre sur pied un comité spécial chargé d'étudier la définition d'être humain.

Le premier ministre Stephen Harper et son ministre de la Justice, Rob Nicholson, ont rapidement pris leurs distances par rapport à l'idée de leur collègue. « Les motions d'initiative parlementaire sont examinées conformément aux règles du Parlement », a noté le ministre Nicholson, dans une déclaration faite avant même la fin du point de presse de M. Woodworth. « Le premier

ministre a été très clair: notre gouvernement ne rouvrira pas ce débat », a-t-il ajouté.

En effet, lors de la dernière campagne, M. Harper a promis de ne pas rouvrir les débats sur des questions comme l'avortement ou la peine de mort.

Pour le Nouveau Parti démocratique et le Bloc québécois, ces soudaines sorties de simples députés conservateurs sont pour le moins suspects. D'autres collègues de M. Woodworth se sont récemment prononcés en faveur d'une nouvelle conversation sur l'avortement. La semaine dernière, le sénateur Pierre-Hugues Boisvenu a provoqué un tonnerre de protestations en suggérant de placer une corde dans la cellule des meurtriers en série pour qu'ils décident de leur vie.

« Est-ce que ce sont des balcons qu'on lance pour tester l'opinion publique [...], pour après aller dans l'action? Moi, je me pose cette question-là », a lancé la députée bloquiste Maria Mourani.

Stephen Woodworth croit que les preuves médicales qui ressortiraient d'une étude formelle de la question permettraient de prouver que « les enfants sont en réalité des êtres humains à un certain

« Les enfants sont en réalité des êtres humains à un certain point avant le moment de la naissance complète. »

— Le député conservateur Stephen Woodworth

Le député de Kitchener-Centre a présenté son initiative comme une tentative de redresser une grave anomalie du système légal canadien, l'article 223 du Code criminel, qui prévoit qu'un enfant devient un être humain au sens de la présente loi lorsqu'il est complètement sorti, vivant, du sein de sa mère.

point avant le moment de la naissance complète ».

Cette distinction est un fondement du droit à l'avortement.

« Une fois qu'on aura décidé si un enfant à naître est un être humain, alors nous pourrions avoir une conversation honnête sur toutes les autres questions », a convenu M. Woodworth.

La motion devra être jugée recevable par un comité restreint de membres de la Chambre des communes avant d'être débattue. Elle pourrait ensuite faire l'objet de deux heures de débats vers les mois de mars et de juin. C'est à la suite de la deuxième heure qu'un vote aurait lieu.

Appels de l'opposition

Le Parti libéral, comme le NPD, devrait en principe permettre un vote libre sur cette question, puisqu'il ne s'agit pas d'une initiative de gouvernement. Le Parti conservateur également — mais personne dans les troupes de Stephen Harper n'a voulu répondre à cette question, hier.

Le chef intérimaire du Parti libéral, Bob Rae, s'est néanmoins dit convaincu que la motion ne sera pas adoptée par les députés fédéraux. Mais « il y aura un débat clairement sur la question de l'avortement », a-t-il noté.

Vu la nature du dossier, Nycol Turmel, chef intérimaire du NPD, croit que le gouvernement devrait couper court à toute incertitude. « M. Harper devrait tout simplement dire ouvertement qu'on retire ce projet-là et ça finit le débat », a-t-elle tranché.



PHOTO PAUL CHIASSON, ARCHIVES LA PRESSE

Gilles Duceppe devra défendre sa gestion des fonds publics devant un comité des Communes.

AFFAIRE DUCEPPE

Les partis réclament une enquête d'Élections Canada

HUGO DE GRANDPRÉ ET JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le Parti conservateur, le Parti libéral et le NPD demandent à Élections Canada d'enquêter sur des pratiques de financement du Bloc québécois sous la direction de Gilles Duceppe.

Le *Journal de Montréal* a rapporté hier que le fait d'avoir payé le directeur général de la formation à même le budget de la Chambre des communes, entre 2004 et 2011, pourrait avoir violé la Loi électorale du Canada.

Cette loi prévoit en effet que seul l'agent principal d'un parti politique peut payer les dépenses du parti ou recevoir des contributions. Ces contributions peuvent être financières ou non. Par exemple, la valeur commerciale d'un service autre qu'un travail bénévole peut être considérée comme une contribution non financière. La loi électorale interdit également aux entités, comme des entreprises, organismes ou syndicats, de contribuer à la caisse d'une formation fédérale.

« Nous croyons qu'Élections Canada devrait faire enquête et nous nous attendons à ce que le Bloc retourne tout l'argent qui aurait été reçu de manière inappropriée », a déclaré Carl Vallée, porte-parole du premier ministre Stephen Harper.

Règles sur les contributions

Élections Canada n'a pas voulu confirmer ni infirmer si une enquête avait été déclenchée. « Nous ne faisons pas de commentaires sur les cas particuliers », a déclaré un porte-parole, John Enright.

« En général, a-t-il cependant précisé, le fait d'offrir gratuitement des biens ou des services à une entité politique revient à verser une contribution non financière à cette entité politique. Ces contributions sont assujetties à toutes les règles sur les contributions, y compris les plafonds des contributions. »

La contribution maximale qu'un individu peut faire à un parti politique est actuellement d'environ 1200 dollars par année. Le salaire annuel du directeur général du Bloc a pu dépasser les 100 000 \$, particulièrement vers la fin de son mandat.

Des experts interrogés par *La Presse* ont affirmé que le Bloc québécois

semble avoir enfreint la Loi électorale. « Une entreprise, Imperial Oil par exemple, ne peut payer le salaire du directeur général d'un parti politique. Ce n'est pas permis par la loi. La Chambre des communes ne peut non plus le faire. La somme en cause dépasse aussi le maximum que l'on peut donner à un parti politique », a affirmé un de ces experts, qui a préféré garder l'anonymat.

« Fonctions parlementaires »

La Presse a révélé il y a deux semaines qu'entre 2004 et 2011, Gilles Duceppe a payé le salaire du directeur général du Bloc en puisant dans le budget de fonctionnement de son cabinet à Ottawa, accordé par la Chambre des communes.

Les autres partis fédéraux jugent que cette pratique viole les règles de la Chambre. Ces règles prévoient que les députés doivent utiliser l'argent du Parlement pour accomplir des fonctions parlementaires. Le NPD, le Parti libéral et le Parti conservateur disent qu'ils ont toujours payé leurs directeurs à même les fonds de leur parti.

Le Bloc et Gilles Duceppe affirment au contraire que les « fonctions parlementaires » telles que définies dans le règlement sont larges et incluent les activités partisanes. M. Duceppe maintient depuis le début de la controverse qu'il a agi en toute légalité.

Le Bureau de régie interne, chargé de rédiger les règlements de la Chambre, de les interpréter et de les appliquer, a déjà entrepris une enquête. L'ancien chef bloquiste doit se rendre à Ottawa lundi pour présenter sa version des faits. La rencontre avec les membres de l'influent comité, qui sont en majeure partie des députés, se fera derrière des portes closes.

L'enquête d'Élections Canada s'ajoutera à cette première démarche. « C'est à Élections Canada de décider, mais c'est certainement une question légitime, à mon avis », a déclaré le député libéral Marc Garneau.

« On va attendre de voir les conclusions de l'enquête d'Élections Canada. Mais si ces conclusions-là révèlent que les lois n'ont pas été respectées, on pense que le Bloc devrait rembourser », a renchéri la directrice nationale et agente officielle du NPD, Chantal Vallerand.

EN BREF

L'élection partielle reportée d'une semaine

Une erreur au sein du bureau du premier ministre du Canada fait en sorte que l'élection partielle dans la circonscription laissée vacante par la mort de Jack Layton est reportée d'une semaine. D'abord annoncée pour le 12 mars 2012, l'élection dans la circonscription de Toronto-Danforth aura lieu le 19 mars, a fait savoir le bureau du premier ministre, hier. On invoque que cette modification est due à une erreur administrative. Le communiqué indiquant la date du 12 mars aurait été transmis au public avant que la date

n'ait été approuvée par le cabinet en conseil. Élections Canada affirme avoir reçu hier l'ordre en conseil du gouvernement indiquant que l'élection aurait lieu le 19 mars. N'ayant jamais reçu d'avis pour le 12 mars, l'organisme ne traite pas cette affaire comme un « changement de date ». L'ex-chef du Nouveau Parti démocratique (NPD) Jack Layton est mort du cancer en août dernier. C'est le professeur de droit Craig Scott qui représentera le NPD à cette élection partielle. Les conservateurs ont pour leur part choisi le spécialiste en communications Andrew Keyes pour porter leur bannière. Le Parti libéral n'a pas encore choisi son candidat.

— La Presse Canadienne

PROGRAMME ÉDUCATIF



Enseignants et parents d'élèves du secondaire, chaque mardi, La Presse publie une activité pédagogique à faire en classe ou à la maison.

Cette semaine :

FAITES-LES CAUSER POUR UNE CAUSE!

Français : lire et écrire des textes variés; communiquer oralement

Arts plastiques : créer des images médiatiques (exploiter des idées, des gestes transformateurs et des éléments du langage médiatique; structurer sa réalisation)

En équipe de trois

- 1 À partir de leurs lectures dans *La Presse*, faites choisir aux équipiers une cause politique, sociale, environnementale ou humanitaire qu'ils aimeraient défendre.
- 2 Initiez-les au langage publicitaire (slogan, accroche, logo, image, etc.) et à ses impératifs de communication écrite (clarté, précision, efficacité, etc.) à l'aide de quelques exemples* de publicités tirées du journal.
- 3 Supportez les équipiers dans la rédaction d'un message publicitaire incitant à une action en faveur d'une cause.
- 4 Assistez-les dans la création d'une affiche publicitaire dont la recherche visuelle renforce le texte et ajoute à son impact.

*Quelques idées : Une publicité de Bell avec Stefie Shock, au sujet des troubles de la santé mentale, 24 janvier 2012, page A-9, ou Clara Hughes, page A-8, 31 janvier; une publicité de l'organisme Le Phare, répit et soutien aux familles ayant un enfant gravement malade, cahier Arts, page 18, 28 janvier 2012.

Pour aller plus loin

- Demandez aux équipiers de présenter leur affiche devant la classe et d'expliquer leur processus de création.
- Affichez les messages publicitaires des élèves dans un endroit public de l'école.

Cette activité pédagogique a été conçue par Marie Clark, rédactrice professionnelle, écrivaine et pédagogue.

Pour communiquer avec nous :
programmedesjardins@lapresse.ca

LE TOUR DU GLOBE

NORVÈGE

Breivik réclame une médaille

L'auteur des attaques qui ont fait 77 morts le 22 juillet en Norvège, l'extrémiste de droite Anders Behring Breivik, a réclaté sa « libération immédiate » ainsi qu'une médaille, hier, des provocations auxquelles proches des victimes et survivants ont répondu par la dérision. Affichant toute absence de remords, Behring Breivik a affirmé que le massacre était « une attaque préventive ». — AFP

ÉTATS-UNIS

Liaison de JFK avec une stagiaire

L'ancien président américain John F. Kennedy aurait eu une liaison de 18 mois avec une jeune stagiaire de la Maison-Blanche, jusqu'à sa mort en 1963, selon les mémoires de l'intéressée à paraître aujourd'hui aux États-Unis. Mimi Alford avait 19 ans, il en avait 45. Et selon Random House, éditeur du livre, elle a perdu sa virginité « dans la chambre de Jackie Kennedy » à l'été 1962. — AFP

VATICAN

Pédophilie : le pape pour un « renouveau »

Le pape Benoît XVI a plaidé pour « un profond renouveau de l'Église » à Rome, à l'ouverture d'un symposium organisé par l'Église catholique pour éviter les scandales pédophiles qui l'ont entachée au cours des dernières années. « Soulager les victimes doit être de la plus haute importance pour la communauté chrétienne », a-t-il dit. — AFP



PHOTO VINCENZO PINTO, AFP
Le pape Benoît XVI.

LE CHIFFRE DU JOUR

44

Les États-Unis doivent « réviser » leurs liens avec l'Égypte, en réponse à l'annonce par les autorités judiciaires égyptiennes que 44 personnes, dont 19 Américains, allaient être jugées pour financement illégal d'ONG dans le pays, a estimé hier un sénateur américain. « Ce n'est pas une façon de traiter un allié », a indiqué le sénateur démocrate Ben Cardin dans un communiqué. — AFP

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE

Marine Le Pen exclue?



MARC THIBODEAU
PARIS

Marine Le Pen risque-t-elle d'être exclue de l'élection présidentielle avant le premier tour? Ou s'agit-il de la répétition d'un stratagème utilisé plusieurs fois par le passé par sa formation pour attirer l'attention des médias?

La dirigeante du Front national, qui récolte entre 16 et 20 % des intentions de vote dans les plus récents sondages, répète depuis quelques semaines qu'elle ne réussit pas à recueillir le nombre de parrainages requis pour officialiser sa candidature.

Chaque politicien souhaitant concourir dans le scrutin présidentiel doit réunir les signatures de soutien d'au moins 500 élus (députés, sénateurs, maires, etc.) d'ici à la mi-mars pour obtenir l'aval du Conseil constitutionnel. La politicienne se dit « inquiète » de n'en avoir recueilli que 350 à ce jour.

Lors d'une réunion dimanche à Toulouse, elle a pressé ses partisans de courtiser activement les « maires des petites communes du pays » pour obtenir les signatures manquantes. Et éviter, du même coup, que « la page de la démocratie ne soit tournée dans [le] pays ».

Le Front national maintient que le Parti socialiste et l'UMP, parti de la majorité, exercent des pressions soutenues sur les élus locaux pour les inciter à



PHOTO JOHANNA LEGUERRE, AGENCE FRANCE-PRESSE

Marine Le Pen se dit « inquiète » de n'avoir récolté que 350 signatures jusqu'à maintenant.

ne pas appuyer le parti d'extrême droite. Les dirigeants de la formation maintiennent que l'entourage du président Nicolas Sarkozy cherche à tout prix à favoriser ce scénario par calcul politique.

L'hebdomadaire *Le Journal du dimanche* a publié dimanche les résultats d'un sondage contesté. Il indique que le chef d'État se retrouverait à égalité au premier tour avec le candidat socialiste François Hollande en cas d'exclusion du Front national.

Les deux hommes recevraient 33 % des voix alors que les plus récents sondages, comprenant tous les candidats potentiels, placent le politicien de gauche devant son adversaire par plus de cinq points de pourcentage.

Le fondateur du Front national, Jean-Marie Le Pen, a prévenu que les partisans de la formation se vengeraient dans l'urne du président s'ils se voyaient priver de leur candidat de prédilection. « Ce serait la fin de Nicolas Sarkozy », a-t-il déclaré.

« Il faut revenir à l'esprit de la loi, qui n'avait pour but que d'écarter les candidatures farfelues », a ajouté le politicien. Lui aussi avait dit craindre, lors du scrutin de 2007, de ne pouvoir recueillir les signatures requises avant de voir sa candidature confirmée.

Nicolas Sarkozy avait alors appelé des élus locaux à fournir leur signature au parti d'extrême droite de manière à éviter son exclusion du scrutin.

Les mises en garde émanant de la haute direction du Front national reçoivent cette année un accueil glacial des principales formations, opposées à l'idée d'une révision du système de parrainage.

« Ma position est très simple. On a une loi, qu'elle se débrouille, M^{me} Le Pen, qu'elle se débrouille », a indiqué le ministre François Baroin, qui accuse la politicienne de « bluffer » pour assurer sa « présence médiatique ».

« Cette règle [des 500 signatures] a été instaurée en 1976. Jusque-là, la famille Le Pen a toujours été capable de se présenter. Pourquoi changer? », a demandé pour sa part François Hollande.

Merkel donne son appui à Sarkozy

AGENCE FRANCE-PRESSE

PARIS — La chancelière Angela Merkel a apporté hier un soutien politique de poids au futur candidat à la présidentielle Nicolas Sarkozy, lors d'un conseil des ministres franco-allemand où les deux dirigeants ont pressé la Grèce de boucler les tractations sur sa survie financière.

Dès l'issue de l'entretien qui ouvre rituellement la réunion annuelle des deux gouvernements, M^{me} Merkel a donné, devant la presse, le petit coup de pouce électoral attendu par le chef de l'État, donné largement perdant de la course à l'Élysée à moins de 80 jours du premier tour.

« Je soutiens Nicolas Sarkozy sur tous les plans, car nous appartenons à des partis amis », a lancé M^{me} Merkel en rappelant que le président français était venu lui prêter main forte en participant en 2009 à une de ses réunions publiques à Berlin, quelques mois avant sa reconduction à la chancellerie. « C'est tout à fait normal », a-t-elle insisté.

Affaibli par la dégradation financière infligée à la France par l'agence Standard and Poor's, mais pas à l'Allemagne, Nicolas Sarkozy a apprécié le geste « d'amitié » et de « confiance » de sa partenaire, avant de saisir le prétexte du nouvel accord européen de discipline budgétaire pour porter le fer contre son futur rival socialiste François Hollande, qui souhaite le renégocier.

POSSIBLE ATTAQUE D'ISRAËL CONTRE L'IRAN

Nervosité à Washington

AGENCE FRANCE-PRESSE

WASHINGTON — Le nucléaire iranien provoque la nervosité à Washington où l'administration du président Barack Obama concède ne pas maîtriser toutes les données du dossier, alors qu'Israël évoque une possible opération militaire contre Téhéran en pleine année électorale aux États-Unis.

M. Obama est lui-même intervenu dans ce débat qui agite gouvernement, groupes de réflexion et médias, assurant ne pas penser qu'Israël avait pris la décision d'attaquer les installations nucléaires souterraines que l'État hébreu considère comme une menace existentielle.

À l'antenne de NBC, le président a répété dimanche que, grâce à lui, des sanctions économiques « sans précédent », dont une nouvelle salve visant la banque centrale dévoilée hier, avaient mis Téhéran « sous pression ».

Il a aussi affirmé que son pays avait « une bonne idée de ce qui se passe » dans le programme nucléaire iranien et avait « longuement planifié les différentes options », tout en ménageant une possible issue diplomatique.

« Il est dur de savoir qui prend des décisions à un moment donné » en Iran, a toutefois remarqué M. Obama, résumant les difficultés de son administration dans ce dossier.

Les spéculations sur une possible frappe ont redoublé lorsqu'un spécialiste israélien du renseignement, Ronen Bergman, a affirmé il y a une semaine dans le *New York Times* qu'une telle attaque aurait lieu dès cette année.

Barak sème l'émoi

De son côté, le ministre israélien de la Défense, Ehoud Barak, a provoqué l'émoi en souhaitant une opération contre Téhéran, sans préciser de date. « Quiconque dit "plus tard" pourrait découvrir que "plus tard" est trop tard », a-t-il affirmé.

Et jeudi, le *Washington Post* a assuré que le secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta, estimait qu'il y avait

une « forte probabilité » qu'Israël procède à une telle intervention au printemps.

Certains observateurs pensent qu'Israël bluffe, car il n'y a pas eu de telles mises en garde avant d'autres frappes, comme en Syrie en 2007 ou en Irak en 1981. De possibles représailles du Hezbollah libanais et du Hamas palestinien sont aussi de nature à faire réfléchir les responsables de l'État hébreu.

Selon des médias israéliens hier, le premier ministre Benjamin Nétanyahou a ordonné aux responsables de cesser de « palabrer » sur ce sujet. Même s'il n'a pas décidé d'agir, Israël pourrait utiliser ses déclarations musclées pour obtenir encore plus de pression contre Téhéran, estiment ces experts.

« Israël exhorte en fait le Congrès et le président à adopter davantage de sanctions et à appliquer celles qui ont été promulguées le plus vite possible », affirme Cliff Kupchan, spécialiste de l'Iran à l'Eurasia Group.

Pour Trita Parsi, les signaux qu'envoie Israël pourraient se révéler utiles à Washington dans la mesure où ils pourraient dissuader l'Iran de militariser son programme nucléaire.

Mais « l'administration [américaine] sait qu'il y a des rouages qu'elle ne maîtrise pas » dans ce dossier, ajoute cet auteur d'un livre sur la politique iranienne de M. Obama.

Le président démocrate, qui va briguer un second mandat en novembre et dont les relations avec M. Nétanyahou sont notoirement difficiles, a tout à redouter d'une crise ouverte entre Israël et Iran.

M. Obama, qui se targue d'avoir mis fin au déploiement américain en Irak et tente de se désengager de l'Afghanistan, verrait sans doute son pays attiré dans un énième conflit au Moyen-Orient.

Une guerre avec l'Iran provoquerait à coup sûr une explosion des cours du pétrole, au risque de réduire à néant la reprise économique dont M. Obama a besoin.

LA PERSONNALITÉ DE LA SEMAINE

LA PRESSE



RADIO | TÉLÉVISION | INTERNET

ENCORE PLUS QUE DU TALENT, DE L'INTELLIGENCE, MÊME DU GÉNIE, L'EXCELLENCE NAÏT DE L'EFFORT

Retrouvez la personnalité de la semaine et aussi celles des semaines précédentes sur lapresse.ca/personnalite

Partenaires de l'excellence

AIR CANADA

RioTintoAlcan

Financière Manuvie

Pour votre avenir™

L'escalade



AGNÈS
GRUDA
CHRONIQUE

Le corps d'une fillette de 7 ans est recouvert d'un linceul blanc dans une clinique improvisée à Homs, en Syrie. Elle a été tuée ce week-end quand un obus de l'armée syrienne a fracassé le toit de sa maison.

Plus loin, un adolescent au visage arraché. Et une femme qui veille au chevet de son fils blessé, en hurlant: «Donnez-nous des armes, on va se défendre!»

Cette scène d'horreur est tirée d'un reportage radio de Paul Wood, un correspondant de la BBC qui a réussi à atteindre Homs, cette ville syrienne où, après 11 mois de soulèvement, la guerre civile fait désormais bel et bien rage.

Depuis l'échec diplomatique devant le Conseil de sécurité, samedi, nous assistons à une double escalade de la crise syrienne. D'un côté, le régime al-Assad intensifie la répression, n'hésitant pas à arroser

des quartiers résidentiels à l'artillerie lourde. D'un autre côté, les réactions internationales se radicalisent. Hier, Washington a fermé son ambassade à Damas. La France explorait la possibilité de créer un «Groupe de pays amis de la Syrie», excluant la Russie et la Chine, tandis que Moscou traitait d'hystériques ceux qui lui reprochent d'avoir torpillé une résolution qui traçait le chemin vers un transfert de pouvoir à Damas.

N'y a-t-il donc plus d'autre solution qu'un affrontement tous azimuts? J'ai posé la question, hier, à Samir Aita, économiste d'origine syrienne qui dirige l'édition arabe du *Monde diplomatique*, à Paris. Il était atterré par le dénouement du débat à l'ONU. Mais il portait aussi, sur cette crise, un regard plus nuancé que ce qu'on lit dans la plupart des grands médias. Je ne sais pas s'il a raison, mais ça vaut la peine de l'écouter.

Au sujet du vote au Conseil de sécurité.

Selon Samir Aita, si les Russes ont opposé leur veto, c'est parce qu'ils se sont fait forcer la main vers une résolution qui risquait d'aller bien plus loin que ce que demandait la Ligue arabe, à l'origine de cette démarche devant l'ONU.

« Cette réunion a été organisée à l'initiative de la Ligue arabe. Mais certains pays, dont le Qatar, ont voulu changer les choses. Et les Russes craignaient que le dossier syrien ne soit retiré à la Ligue arabe, ils avaient peur de la répétition du scénario libyen. » En d'autres mots, Moscou avait quelques raisons de se méfier de se faire entraîner dans un engrenage militaire, comme ça a été le cas en Libye.

Au sujet de l'impact de cette déconfiture diplomatique.

« Cet affrontement international est très mauvais pour les Syriens. Il aurait mieux valu montrer une image d'unité devant le pouvoir syrien, pour qu'il se sente isolé, qu'il se sente obligé de céder sous la pression. » Au lieu de ça, « on va prolonger les souffrances du peuple syrien. »

Au sujet de la suite des choses.

« Maintenant, la communauté internationale est bloquée. Et le régime va essayer d'écraser le soulèvement, surtout à Homs, là où le conflit est en train de se militariser. Mais le régime se leurre, il est fou de penser qu'il va y parvenir. Dès qu'il va relâcher la pression militaire, les manifestations vont reprendre de l'ampleur. »

« Le régime syrien en est conscient, il sait qu'il y a un blocage, mais il ne sait pas comment s'en sortir. »

Au sujet des demandes de l'opposition syrienne, qui réclame des zones d'exclusion aérienne et des couloirs humanitaires.

« Ces couloirs humanitaires, il faudra les protéger militairement. Dès qu'on s'engage dans cette voie, on ouvre une boîte de Pandore, on entre dans l'ordre d'un conflit régional. » Bref, la guerre pourrait déborder au-delà des frontières syriennes. Mauvaise idée...

Au sujet des opposants syriens.

Selon Samir Aita, l'opposition syrienne est loin de parler d'une seule voix. C'est une minorité qui réclame, par exemple, de l'aide militaire. « La plupart d'entre eux sont liés au Conseil national syrien, mais ils ne représentent pas l'ensemble des voix d'opposition. » Celle-ci est déchirée par des tensions très

vives. « Récemment, le chef de l'Armée syrienne libre est monté au créneau pour traiter les membres du Conseil national syrien de ronds-de-cuir politiquement inefficaces. »

Au sein même du Conseil national syrien, qui regroupe des Frères musulmans et des ex-communistes, les tensions seraient si fortes que le poste de l'actuel président, Burhan Ghalioun, sociologue syrien exilé à Paris, est actuellement contesté.

Au sujet du soutien dont Bachar al-Assad jouit encore en Syrie.

« Le régime est criminel, mais il y a encore des gens qui le soutiennent. Selon moi, environ 30 % de la population. La plupart d'entre eux ont simplement peur du chaos. »

Le régime a lui-même joué la carte du chaos et des tensions religieuses pour faire peur au monde, convient Samir Aita. « Mais maintenant, il faut tenir compte de cette situation. Il faut convaincre plus de gens d'aller vers le changement. »

Et le mode d'emploi pour une sortie de crise, alors?

Eh bien, Samir Aita n'en a pas. Sauf ce mince espoir que les traditionnels amis du régime Assad, tels que la Russie et l'Iran, finiront par l'aider à cheminer vers la sortie...



Pour rejoindre notre chroniqueuse: agruda@lapresse.ca

Josefina Vázquez Mota, candidate à la présidence

Une femme à la tête du Mexique?

Josefina Vázquez Mota est la première Mexicaine ayant une possibilité d'accéder à la présidence de son pays, le 1^{er} juillet prochain. Chepina, pour ses admirateurs, est le visage aimable de la droite mexicaine. Mais ses positions conservatrices lui valent la méfiance des féministes.

EMMANUELLE STEELS
COLLABORATION SPÉCIALE

MEXICO — « Je serai la première présidente de l'histoire du Mexique » a déclaré Josefina Vázquez Mota, dimanche soir, après avoir recueilli 55 % des voix à l'occasion des primaires du Parti d'action nationale (PAN).

C'est une déclaration prématurée de la part de cette élégante politicienne de 51 ans, si l'on sait que le centriste Enrique Peña Nieto, candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), jouit d'une avance de 20 points sur elle dans les sondages. Mais au cours des derniers mois, Vázquez Mota, alors qu'elle n'était même pas

encore la candidate officielle de son parti, n'a cessé de réduire cet écart qui la sépare du grand favori.

Ex-ministre des Affaires sociales et de l'Éducation publique, cette mère de trois filles qui s'habille chez les grands couturiers est réputée pour son caractère conciliateur. « Nous ne l'avons pas choisie parce qu'il s'agit d'une femme, mais pour sa sensibilité sociale, son aptitude au dialogue et son bilan sur le plan politique » explique José Espina, coordinateur de la commission électorale du PAN.

Celui-ci considère que les Mexicains sont prêts pour élire une femme, comme dans d'autres pays d'Amérique latine. Mais Josefina, comme l'appelle la presse, ou Chepina



La candidate à l'investiture du Parti d'action nationale (PAN), Josefina Vázquez Mota, à droite sur la photo, espère bien faire l'histoire.

pour ses sympathisants, est moins charismatique, moins populaire, plus élitiste et conservatrice que d'autres

politiciennes comme Dilma Rousseff ou Cristina Fernández. « Qu'il y ait une femme parmi les principaux candidats est

sans aucun doute une bonne nouvelle », analyse l'anthropologue Pilar Muriedas, éminente féministe mexicaine.

« Mais c'est une femme qui ne défend pas la cause des femmes. Plus que les femmes, c'est son parti qu'elle représente: un parti assujéti à la hiérarchie catholique et qui a promu des réformes qui vont à l'encontre de l'émancipation de la femme. »

Pilar Muriedas fait notamment allusion au soutien apporté par Vázquez Mota aux réformes votées dans 16 États mexicains par le PAN et le PRI pour imposer des sanctions sévères, parfois même des peines de prison, aux femmes qui ont recours à l'avortement.

Dans la lignée de l'actuel président Felipe Calderón, Chepina tentera d'apparaître comme la candidate de la fermeté devant le crime organisé et la corruption. L'une de ses premières propositions électorales: la prison à perpétuité pour les responsables politiques qui se rendent coupables de complicité avec les cartels de la drogue.

RÉCONCILIATION PALESTINIENNE

Abbas dirigera le gouvernement de transition

D'APRÈS L'AFP

DOHA — Les mouvements palestiniens rivaux Fatah et Hamas se sont entendus, hier, pour confier au président Mahmoud Abbas la direction d'un gouvernement transitoire d'indépendants chargé d'organiser des élections, levant un important obstacle à l'application de leur accord de réconciliation.

Cet accord a été signé par M. Abbas, également chef de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et du Fatah, et par Khaled Mechaal, chef du Hamas islamiste, au Qatar, engagé dans la réconciliation interpalestinienne, en présence de l'émir, cheikh Hamad ben Khalifa Al-Thani, lors d'une cérémonie retransmise en direct.

« La déclaration de Doha » prévoit « la formation d'un gouvernement d'entente nationale dirigé par le président Mahmoud Abbas et formé de technocrates indépendants pour faciliter la tenue d'élections présidentielle et législatives et entamer la reconstruction de la bande de Gaza ».

La formation du gouvernement provisoire sera annoncée au cours d'une réunion de l'OLP le 18 février au Caire, a indiqué à l'AFP Azzam al-Ahmad, responsable du dossier de la réconciliation au sein du Fatah.

La « déclaration de Doha » ne précise pas de date pour la tenue des élections, initialement prévues le 4 mai 2012.

M. Ahmad a indiqué que la date de ces premières élections depuis la victoire du Hamas aux législatives de 2006 serait fixée ultérieurement, confirmant leur probable report.

La réconciliation piétinait depuis des mois, en raison notamment d'un désaccord sur le choix du chef du gouvernement, pour lequel M. Abbas soutenait M. Fayyad, très apprécié par la communauté internationale mais refusé par le Hamas.

ERRATUM

La publicité Mazda parue le 4 février dernier à la page A15 comportait une erreur. Dans la mention légale, l'acompte pour la Mazda3 Sport GX 2012 est de 1395 \$ et non de 0 \$.

MNP
SENCRL srl



Viser plus haut: Amener aujourd'hui votre entreprise vers les sommets de demain.

Viser plus haut stimule votre entreprise à croître dans une économie difficile. Viser plus haut permet de découvrir des opportunités au lieu de se mettre à l'abri. Il s'agit donc de prendre des décisions difficiles aujourd'hui, pour assurer un meilleur avenir. Faites connaissance avec les nouveaux associés de MNP: Howard Szant, Frederic Lachance, Andrew Abdalla, Susan Berenbaum, Phillip Farkas, Gordon Leebosh, Michael Doig et Martin Lucht. En tant que membres appréciés de l'équipe de MNP, ils aideront votre entreprise à relever les défis et offriront des conseils spécifiques à votre industrie afin de stimuler la croissance de votre entreprise.

Prêt à viser encore plus haut? Communiquez avec Louis Grossbaum, associé principal régional, au 514.906.4637 ou à l'adresse louis.grossbaum@mnp.ca.

VISER PLUS HAUT.



À BIEN Y PENSER

Il faut comprendre, mais peut-être pas excuser, le raisonnement de la Russie et de la Chine qui ont apposé leur veto à la résolution de l'ONU sur la Syrie. Ces deux régimes dictatoriaux sont candidats à des soulèvements populaires et ne voudraient certainement pas affaiblir leur option d'écraser du talon leurs propres serfs en entérinant cette résolution fort diluée, en fait impotente. Après tout, ces deux grandes puissances ne voudraient pas être accusées de contradiction.

— Jean-Claude Lefebvre, Sutton Junction

DÉBATS

Les dinosaures et les hôpitaux



LYSIANE GAGNON
lgagnon@lapresse.ca

La présence de vieillards en attente d'hébergement dans les hôpitaux de soins aigus est à la source des pires problèmes de nos services de santé.

La présence de vieillards en attente d'hébergement dans les hôpitaux est à la source des pires problèmes de nos services de santé.

Cela réduit le nombre de lits accessibles aux patients des urgences et à ceux qui sont en attente d'une chirurgie. En outre, la présence de personnes souvent incontinentes et confuses accroît les risques d'infection.

Je l'ai constaté plus d'une fois en accompagnant des proches hospitalisés. Un cas entre autres: à la veille d'une opération éprouvante, notre malade devait partager sa chambre avec un vieillard en attente d'hébergement qui se croyait dans un «centre d'achats» et qui l'a tenue éveillée toute la nuit par ses cris incohérents.

Deux jours plus tard, au sortir des soins intensifs, et relevant d'une chirurgie majeure, notre malade s'est retrouvée avec un autre compagnon de chambre qui a eu tôt fait de rendre les toilettes communes tellement dégoûtantes qu'elle en était réduite à traverser l'étage, avec ses tubes et ses pansements, pour utiliser les toilettes publiques.

Notre malade, qui a des assurances, avait déjà demandé une chambre privée, mais on lui avait dit qu'il n'y en avait pas de disponible. En remettant de la pression, nous avons réussi à en obtenir une... moyennant un dépôt de 500\$ – une somme en partie remboursable (des semaines plus tard), mais que bien des gens n'auraient pas pu payer sur-le-champ.

Au Sacré-Cœur, début janvier, 80 lits étaient occupés par des personnes en attente d'hébergement ou de réadaptation. Et 16 à Maisonneuve-Rosemont, 56 au CHUM, et 57 au CUSM... où ces patients restent en moyenne 118 jours!

Ce phénomène est à la source de l'angoisse des patients qui voient leur opération sans cesse reportée. C'est aussi ce qui explique l'engorgement des urgences, ces lieux de misère et d'indignité.

On manque tragiquement de centres d'hébergement et de ressources intermédiaires: cela, on le sait, on le voit et on le subit.

Or, voici qu'André J. Saindon, qui est déjà propriétaire d'une résidence privée pour aînés dûment certifiée, vient d'ouvrir un centre d'hébergement qui pourrait accueillir des personnes en perte d'autonomie au coût, pour l'État, d'une centaine de dollars par jour (plutôt que de 1800\$ par jour à l'hôpital).

Ce qui manque, en effet, ce ne sont pas les résidences privées. C'est l'hébergement public. Car ne nous méprenons pas, ce sont des vieux pauvres et abandonnés qui encombrant les hôpitaux, ce n'est pas ma mère, et sans doute pas la vôtre, ami lecteur.

Notre collègue Ariane Lacoursière a visité cette nouvelle résidence, sise dans un ancien couvent, à l'angle des rues Rachel et De Lorimier: chambres lumineuses avec salles de bains, cour extérieure et grande terrasse. L'endroit pourrait accueillir tout de suite 50 personnes. Cela libérerait d'un seul coup presque tous les lits non disponibles au CHUM!

N'importe quel esprit normal verrait là une aubaine, une occasion à ne pas rater. Mais à l'agence de la santé de Montréal, qui régit l'accréditation des ressources intermédiaires, on fait la fine bouche.

L'agence a son propre plan, dont elle ne déroge pas. Ce plan ne couvre pas les besoins, c'est évident, mais nos petits bureaucrates s'y tiennent: pas question d'ajouter une nouvelle résidence dans le réseau!

«C'est le prochain plan [à partir de 2014] qui déterminera si d'autres ressources seront développées à Montréal», explique-t-on à l'agence. On croirait entendre un commissaire soviétique responsable d'un plan quinquennal.

François Legault n'a peut-être pas tort de proposer l'abolition des agences régionales de la santé. Quand les dinosaures ont cessé de s'adapter à l'évolution, ils se sont éteints.

DEBATS@LAPRESSE.CA



PHOTOS REUTERS

Intervenir en Syrie?

Sans l'appui du Conseil de sécurité de l'ONU, les pays occidentaux, dont le Canada, devraient-ils organiser une intervention militaire en Syrie pour déloger du pouvoir le régime du président Bachar al-Assad?

LES LEÇONS LIBYENNES



JUSTIN MASSIE
Professeur adjoint à l'École supérieure d'affaires publiques et internationales de l'Université d'Ottawa.

Toute initiative militaire contre le régime de Bachar al-Assad doit prendre en considération le précédent libyen, contre le régime de Mouammar Kadhafi. Sans l'appui (ou l'abstention) de la Chine et de la Russie, seule une participation massive de pays arabes, tels que la Turquie, le Qatar et l'Arabie saoudite, permettrait de compenser le manque de légitimité (à défaut de légalité). Les pays occidentaux ne doivent pas être à la pointe de l'initiative, puisqu'une guerre en Syrie nécessitera le déploiement de troupes au sol, devant la forte probabilité d'une guerre civile et interconfessionnelle, et pourrait entraîner un conflit par procuration contre l'Iran, fidèle allié du régime al-Assad. Dans un climat de vive tension vis-à-vis des ambitions nucléaires de l'Iran, une guerre occidentale menée au nom des Syriens, mais en réalité dirigée contre l'arc d'influence iranien au Moyen-Orient, aurait toutes les chances d'entraîner davantage de morts que la poursuite d'une stratégie d'isolement du président al-Assad, à la fois en Syrie et au Conseil de sécurité de l'ONU. Malgré la rhétorique belliqueuse et manichéenne du premier ministre Stephen Harper, espérons qu'il saura tirer les bonnes leçons du précédent libyen.

PEUT-ON TOLÉRER CE MASSACRE?



GUY FERLAND
Professeur de philosophie au collège Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse.

Une intervention militaire des pays occidentaux en Syrie pose la délicate question de l'ingérence dans un pays étranger. De quel droit pouvons-nous légitimement intervenir militairement pour rétablir la paix et le respect des droits fondamentaux de l'homme? Jusqu'à quel point faut-il attendre lorsqu'une situation se dégrade dans un pays étranger afin de ne pas devenir complice de crimes envers l'humanité? Peut-on laisser un peuple se faire massacrer par un régime autoritaire qui impose l'ordre par les armes? Comment intervenir intelligemment sans envenimer les choses et sans laisser un pays à feu et à sang ou aux mains de quelques groupuscules qui rétabliront bientôt la terreur? On peut retourner la question dans tous les sens, mais aucune réponse satisfaisante n'apparaîtra par magie. On doit se salir les mains pour ne pas les avoir maculées du sang d'innocentes victimes des abus de pouvoir de régimes totalitaires. Pourrait-il y avoir une solution négociée qui faciliterait le passage d'un pouvoir dictatorial à un régime démocratique sans bain de sang? Ce serait la solution idéale à envisager en premier. Mais un jour viendra où il faudra agir et se souvenir des leçons du passé lorsque la non-ingérence a permis à des génocides de se produire.

ENTRE LE DEVOIR ET LA GAFFE



MARC SIMARD
Professeur d'histoire au collège François-Xavier-Garneau à Québec.

Malgré l'empathie qu'on peut éprouver pour la population syrienne martyrisée par ses dirigeants, une intervention militaire occidentale en Syrie, a fortiori sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU, est une aventure qu'il faut écarter au profit d'autres solutions moins calamiteuses. Ceux qui seraient tentés d'y répéter l'expérience d'ingérence humanitaire qui a tourné au cafoillis en Libye devraient méditer sur les faits suivants. Un, l'affrontement qui s'y déroule depuis le printemps 2011 n'est pas seulement une révolution populaire contre une dictature sanguinaire, mais aussi une lutte interconfessionnelle (sunnites contre chiites alaouites et chrétiens) et un conflit entre la capitale et les villes de province. Deux, une intervention occidentale en Syrie provoquerait l'embrèvement du Liban, où l'influence syrienne est prépondérante (entre autres par l'entremise du Hezbollah) et qui commence à peine à se remettre de plus de 15 ans de guerre civile. Trois, l'immixtion unilatérale des pays occidentaux dans cette affaire provoquerait une grave crise internationale que l'Iran (majoritairement chiite et allié de la Syrie) s'amuserait à aggraver pour détourner l'attention de ses ambitions nucléaires. Enfin, les salafistes s'empresseraient de présenter toute intervention unilatérale comme une nouvelle croisade antimusulmane. Il faut continuer à faire pression sur la Chine et la Russie.

Lisez d'autres points de vue et faites valoir le vôtre sur lapresse.ca/debats

Une glissade inquiétante

Le retard économique des Québécois continue de se creuser par rapport aux autres provinces



MARTIN COITEUX
L'auteur est professeur au service de l'enseignement des affaires internationales de HEC Montréal.

Un discours en vogue au Québec voudrait laisser croire que nous avons déjà pratiquement comblé notre retard économique traditionnel vis-à-vis de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. Ce discours a la vertu de flatter notre ego, mais il a aussi pour effet de renvoyer aux calendes grecques tout débat sérieux sur nos politiques économiques.

Pourtant, une étude que je publie aujourd'hui au Centre sur la productivité et la prospérité de HEC Montréal montre que cette attitude complaisante a des fondements bien fragiles. Un examen attentif des données compilées par Statistique Canada depuis 1976 fait ressortir des constats plutôt inquiétants.

Personne ne sera surpris d'apprendre que les Québécois sont moins riches que les Ontariens et les Albertains. Ça, on le savait déjà. Par contre, on se serait au moins attendu à ce que le Québec soit en mode rattrapage, c'est-à-dire qu'il soit en train de combler son retard de revenus vis-à-vis des provinces les plus riches, à commencer par l'Ontario. Or, ce n'est pas ce que révèlent les données sur les revenus gagnés par les Québécois en échange de leur participation à l'activité économique.

Le Québec est plutôt en train de se faire distancer par la Colombie-Britannique,

l'Alberta, le reste des Prairies et l'Ontario, tandis qu'il est en train de se faire rattraper par Terre-Neuve et les provinces maritimes.

Certains diront que la situation n'est pas aussi dramatique qu'il n'y paraît par ce que les Québécois jouissent d'un coût de la vie plus faible que dans le reste du pays. Ils n'ont cependant qu'en partie raison.

Le problème de revenu des Québécois est bien réel et seule l'admission lucide des faits nous permettra de discuter sérieusement des moyens de combler notre retard.

Depuis le milieu de la dernière décennie, le coût de la vie mesuré par la méthode des seuils de faibles revenus proposée par Statistique Canada a augmenté plus rapidement au Québec que dans les autres provinces. Le pouvoir d'achat des revenus gagnés au Québec jouit donc de moins en moins de la protection relative permise par un coût de la vie plus faible.

Vis-à-vis des provinces les plus riches, il subsiste donc un important retard de pouvoir d'achat qui pénalise les Québécois. Par rapport à l'Ontario, cet écart a atteint, pour la moyenne des années 2007 à 2009, plus de 7000

dollars par année par personne (selon la normalisation de Statistique Canada).

Heureusement pour les Québécois, la fiscalité fédérale des particuliers vient en partie réduire ce genre d'écart. Gagnant moins de revenus, les Québécois paient moins d'impôt fédéral et reçoivent plus de transferts personnels fédéraux que les citoyens des provinces plus riches. Cela implique une redistribution interprovinciale des revenus personnels au bénéfice des Québécois.

Entre 2007 et 2009, cette redistribution a permis de réduire l'écart de revenu annuel entre les Québécois et les Ontariens de près de 2300 dollars par personne. En tenant compte de l'ensemble des impôts et transferts personnels, il subsistait tout de même un écart de revenu de 4740 dollars au profit des Ontariens. Seuls les 20% les plus pauvres des Québécois pouvaient se prévaloir d'un pouvoir d'achat équivalent à celui de leurs homologues ontariens.

Le problème de revenu des Québécois est donc bien réel et seule l'admission lucide des faits nous permettra de discuter sérieusement des moyens de combler notre retard. Les pistes de solution retourneront invariablement aux sources de toujours. Les Québécois sont proportionnellement moins nombreux à travailler, travaillent moins d'heures en moyenne que les autres, et gagnent aussi moins par heure travaillée que les citoyens des provinces les plus riches. Se pourrait-il que certaines de nos politiques et notre stratégie économique d'ensemble soient à revoir?

MONDE



PHOTO MARCO SABADIN, AGENCE FRANCE-PRESSE

Les températures restaient très basses dans le nord de l'Italie, à -10°C.

Le froid se poursuit en Europe

AGENCE FRANCE-PRESSE

KIEV — La vague de froid qui sévit en Europe depuis une dizaine de jours a fait de nouvelles victimes, portant le bilan des morts à environ 360.

L'est du continent a encore payé le plus lourd tribut, avec 9 morts de froid supplémentaires en Pologne de dimanche à hier, selon la police, soit 62 morts depuis le 27 janvier. La vague de froid a provoqué de nombreux incendies et des intoxications au monoxyde de carbone à cause de poêles mal entretenues.

pays par le principal poste-frontière de Kapitan-Andreevo a été interrompu.

Des tempêtes de neige et une baisse des températures jusqu'à -17°C sont prévues dans les prochains jours en Bulgarie, où une dizaine de personnes sont déjà mortes de froid à la fin du mois de janvier.

En Hongrie, 12 personnes sont mortes à cause du froid au cours des trois derniers jours, ont annoncé hier les autorités à Budapest.

En Roumanie, le bilan s'établissait hier à 36 morts, selon le ministère de

La Suisse a enregistré dans la nuit de dimanche à hier un nouveau record de froid pour cette année, avec une température affichant -35°C à Samedan, dans l'est du pays.

Dans la même période, 135 personnes ont péri en Ukraine, après 4 nouveaux morts depuis dimanche, a indiqué hier le ministère des Situations d'urgence. Environ 85 000 personnes se sont rendues depuis le 27 janvier dans 3300 postes de secours.

En Lituanie, 12 personnes sont mortes de froid pendant le week-end, ce qui porte le bilan à 23 morts, ont rapporté hier les services de secours. Les derniers bilans disponibles faisaient état de dix morts en Lettonie et d'au moins un mort en Estonie.

En République tchèque, on compte au moins 23 morts. La commissaire européenne responsable de la Coopération humanitaire et des Situations d'urgence, Kristalina Georgieva, a annoncé sur Twitter avoir activé, à la demande de la Slovaquie, le «mécanisme européen de protection civile» pour coordonner les demandes d'assistance humanitaire en raison du froid.

En Bulgarie, huit personnes sont mortes noyées hier dans des inondations provoquées par la fonte des neiges dans le Sud, près de la frontière avec la Turquie. Le trafic entre les deux

la Santé. Le ministère de l'Éducation a annoncé que les écoles seraient fermées aujourd'hui et demain dans 11 départements et à Bucarest. Dans les Balkans, le bilan était hier de 18 morts.

Europe de l'Ouest

L'ouest de l'Europe n'est pas épargné par la vague de froid. En Italie, le bilan s'établissait hier à 21 morts. Les températures restaient très basses dans le Nord, avec -10°C à Milan, tandis que la neige a fait son apparition aux environs de Naples, dans le Sud.

Au total, 29 000 foyers étaient toujours sans électricité hier après-midi, la quasi-totalité dans la région de Rome, qui a déclaré l'état de catastrophe naturelle et où l'alerte météo a été maintenue jusqu'à vendredi.

Le spectre d'une grave coupure de courant hante la France, où le Sud-Est méditerranéen et la Bretagne sont les plus menacés. Le bilan de la vague de froid était de quatre morts.

En Grande-Bretagne, où un redoux était attendu, le trafic était redevenu quasi normal hier matin à Heathrow, premier aéroport européen.



PHOTO ARTHUR EDWARDS, AGENCE FRANCE-PRESSE

Les festivités célébrant le jubilé de diamant d'Élisabeth II vont durer cinq mois.

Après 60 ans de règne, Élisabeth II est en santé

AGENCE FRANCE-PRESSE

LONDRES — Élisabeth II a réitéré hier, à 85 ans, son serment de consacrer sa vie entière à servir ses sujets, à l'occasion du 60^e anniversaire de son accession au trône. Elle confirme à ceux qui en auraient douté qu'une abdication n'est pas à l'ordre du jour.

Le message a été aussi bref que solennel pour ce 6 février résolument placé sous le règne du «business as usual». «Je renouvelle mon engagement à votre service», y écrit la reine.

Elle a choisi de marquer son jubilé de diamant en vaquant à ses engagements cérémoniels habituels, en l'occurrence une visite à la mairie de la bourgade moyenâgeuse de King's Lynn puis à une maternelle voisine du comté de Norfolk, dans l'est de l'Angleterre.

La reine paraît en parfaite santé. Sa mère, la reine mère, s'est éteinte à 101 ans en 2002. Et si son règne se prolonge au-delà de 2015, Élisabeth II détrônera sa trisaïeule, la reine-impératrice

Victoria, titulaire du record de longévité sur le trône.

Trois raisons ont été avancées par l'entourage royal pour expliquer la sobriété initiale du jubilé. La première est que le 6 février marque aussi la disparition de son père George VI. Elle illustre par ailleurs le souci de frugalité du palais de Buckingham qui a réduit son train de vie en ces temps d'austérité. Elle s'explique enfin par le choix d'une montée en puissance graduelle des festivités sur cinq mois, pour atteindre un paroxysme aux beaux jours.

Le clou des réjouissances sera un défilé naval en juin sur la Tamise, sans égale depuis le règne de Charles II, il y a trois siècles.

Tandis que 103 coups de canon résonnaient à Londres, une avalanche de télégrammes de félicitations a marqué l'occasion. Le 12^e premier ministre de la reine, David Cameron, a souligné «sa dignité et son autorité sereine».



VIVEZ UNE EXPÉRIENCE CULINAIRE UNIQUE POUR 2 PERSONNES AU RESTAURANT INFLUENCES



INFLUENCES
FRANCE JAPON ESPAGNE

ÉCONOMISEZ

54%

59\$

VALEUR DE 128 \$

SÉLECTION DE SAVOUREUX PRODUITS ARTISANAUX AU DOMAINE DES PETITS FRUITS



ÉCONOMISEZ

50%

25\$

VALEUR DE 50 \$

Du domaine des petits fruits
Chocolaterie Ody
Desserts champêtres

DÉCOUVREZ TOUTES NOS OFFRES DÈS MAINTENANT SUR **LERENARD.CA**
QUANTITÉ ET DURÉE LIMITÉES



LERENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FUTÉS

EXCLUSIVITÉ DE

LA PRESSE
CA